

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JANVIER - N° 606

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

## AFFRONTEMENT A DROITE

Depuis quatre mois, la droite, face à la désunion qui règne ouvertement du côté des signataires de l'ex Programme commun, apparaissait comme plus unie. C'en sera bientôt fini. Alors que se prépare le «dîner majoritaire» de lundi chez Giscard, on fourbit déjà, côté RPR comme côté giscard-centriste, les listes des candidats qu'on s'apprête à présenter dans les circonscriptions qu'on avait juré, la main sur le cœur, de laisser en pâture à son partenaire.

Tandis que les uns rêvent de plus en plus haut de la vieille «troisième force» en alliance avec Mitterrand, les autres se retranchent de plus en plus dans leur position de «dernier recours», en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections.

(Lire en page 4)

En page 12, lire notre dossier :

## ITALIE : LE PCI ACCENTUE SA PRESSION

## Maire contre le PCF

«Pour le PCF aujourd'hui, le rapport des forces importe plus que le programme (...), les électeurs ne sauront pas jusqu'au soir du premier tour quelle utilisation sera faite de leurs voix (...). Au-dessus d'un certain seuil électoral qu'il définit lui-même, il n'est pas partant pour conduire avec d'autres un gouvernement populaire». Ces propos d'Edmond Maire vendredi, devant le Congrès de la construction bois CFDT, mettent en évidence les buts du PCF et condamnent à juste titre la pratique de manipulation des masses, de ce parti.

Mais, pour le secrétaire général, la conclusion est qu'il faut exiger du PCF, qu'il accepte de participer à

## INGERENCE U.S.



- Giscard satisfait
- Marchais accuse le PS
- Mitterrand veut se dédouaner

C'est en Italie que l'évènement s'est produit. Mais, en réalité, il concerne l'Europe du Sud, tout entière et la déclaration de l'ambassade américaine à Rome indique ouvertement que c'est dans l'ensemble des pays européens que les Etats-Unis n'entendent pas voir participer au gouvernement les partis qui se prétendent communistes.

Certes, quand l'administration Carter pose le problème des inconvénients qui en résulteraient pour elle notamment en ce qui concerne les problèmes de défense, elle le fait avec quelque vraisemblance ; malgré les contradictions qui les opposent au Kremlin, les PC occidentaux gardent avec lui des liens incontestables. Mais les peuples européens se passeraient volontiers que chacune des deux super-puissances se présente comme leur protecteur dans la lutte que celles-ci se livrent pour dominer notre continent.

Le plus embarrassé, c'est le parti socialiste, qui, dénonçant l'ingérence US, en vient, avec une semaine de retard, à considérer que la phrase de Carter sur le «rôle positif» de son premier secrétaire en était déjà une.

Tout de même, après les récents événements, on se demande plus que jamais : auquel de ces messieurs serait-il possible de faire confiance pour faire face aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'URSS ? La réponse vient d'elle-même : à aucun.

En France, les réactions ont été significatives : celle de Giscard, d'abord, qui trouve ouvertement la chose «normale», venant ainsi confirmer son néo-atlantisme. Celle du PCF ensuite, qui profite de l'occasion pour rappeler la récente rencontre Carter-Mitterrand.

Lire notre article en page 8

(Lire en page 5)

URSS

## Un nationaliste géorgien fusillé

Vladimir Chvania, nationaliste géorgien, vient d'être fusillé par le régime de Brejnev. Il avait fait plusieurs attentats contre des bâtiments gouvernementaux pour protester contre la politique de russification à outrance de la Géorgie. Lors de son procès, il y a un an, il avait déclaré avoir agi seul et de telle sorte que ses attentats ne fassent pas de victimes.

## Attentat contre une base aérienne en Corse

Dans la nuit de vendredi à samedi, une base aérienne proche de Bastia a été attaquée par un commando, les dégâts sont importants. Cette base qui avait servi à l'OTAN était utilisée par les armées belge et française. Les riverains se plaignaient des exercices extrêmement bruyants qui s'y déroulaient.

## 14 arboriculteurs condamnés



Quatorze arboriculteurs de la Drôme ont été condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis pour avoir détruit des pêches importées. Leur action était légitimée par la mévente de leur récolte. L'Etat qui a détruit des centaines de tonnes de fruit de toutes sortes pour préserver les profits des grossistes n'a, lui, jamais été condamné.

(Lire en page 8)

## Manifestation massive contre la dictature au Nicaragua

A l'occasion des obsèques de Pedro Joaquín, dirigeant de l'opposition assassiné mardi, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Managua, capitale du Nicaragua, pour la libération des prisonniers politiques, pour les libertés démocratiques et contre le régime de dictature de Somoza.

## Irlande : l'armée anglaise en accusation

(Lire en page 9)

# pour la bataille politique de 1978

Près de 10 millions sont maintenant recueillis pour la souscription nationale des 120 millions. Le rythme des rentrées s'est accéléré cette semaine. C'est là un résultat encourageant. Les initiatives continuent à se multiplier dans toute la France, et tout prouve aujourd'hui que l'objectif que nous nous sommes fixés pour la bataille politique de 78 est réalisable. La campagne électorale est maintenant engagée, et les partis bourgeois vont se livrer à une débauche de propagande. Face à cela, les révolutionnaires vont devoir se battre pied à pied pour faire connaître largement leurs propositions, pour engager dès maintenant la construction du Front de Lutte.

Notre bataille politique est directement proportionnelle aux dangers qui peuvent menacer la classe ouvrière après mars 78. Pour mener cette bataille, pour que partout la propagande révolutionnaire soit présente, il faut des moyens matériels importants. Dès ce mois de janvier, les dépenses indispensables doivent être assurées.

Les 10 millions réunis à ce jour sont un premier pas qui doit nous inciter à augmenter nos efforts, à multiplier les initiatives.

**EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS !**

# LA CAMPAGNE DES 120 MILLIONS

**Angers**  
Un postier : pour la bataille de 78 ..... 500 F  
S. Mayenne ..... 500 F  
P. étudiant ..... 1 000 F  
J. employé ..... 500 F  
C. employée ..... 500 F  
M. ouvrier au chômage ..... 100 F  
H. soldat ..... 30 F  
P. ouvrier ..... 500 F  
X. jeune : pour la bataille de 78 ..... 500 F

**Blois**  
Un ouvrier marbrier ..... 300 F  
Un employé de bureau ..... 100 F

**Bourges**  
Une enseignante ..... 1 000 F

**Cellule de Dunkerque** ..... 1 000 F

**La Rochelle :**  
Un employé ..... 500 F

**Marne** ..... 300 F

**Morée** ..... 350 F

**Nantes :**  
Un ouvrier ..... 150 F

**Orléans**  
Une institutrice ..... 100 F

**Fédération de Paris-Nord** ..... 250 F  
Des travailleurs hospitaliers de Montreuil ..... 200 F  
Y. Montreuil ..... 2 750 F  
Un travailleur de Chausson ..... 100 F  
Un instituteur de Levallois ..... 400 F  
C. Levallois ..... 100 F

**Fédération Paris-Sud** ..... 4 500 F  
Sainte-Geneviève des Bois ..... 10 500 F

**Fédération de Paris :**  
Cellule 14<sup>e</sup> ..... 1 100 F  
Cellule 12<sup>e</sup> : Vente aux Puces ..... 45 F  
12<sup>e</sup> ..... 343 F

18<sup>e</sup> ..... 500 F  
..... 100 F  
..... 1 400 F  
19<sup>e</sup> Belleville ..... 309 F  
19<sup>e</sup> Villette ..... 500 F  
..... 400 F  
..... 200 F  
..... 100 F  
20<sup>e</sup> ..... 371 F  
20<sup>e</sup> ..... 285 F  
Employés INSEE ..... 100 F  
..... 20 F  
..... 1 150 F  
Travailleurs PTT Paris ..... 126 F  
..... 400 F  
..... 500 F  
Michel : petit paysan : contre le capitalisme, pour une autre société ..... 100 F

**Fédération Rhône-Loire** ..... 7 280 F  
..... 1 500 F  
..... 1 100 F  
..... 180 F

**Sully sur Loire**  
Un employé ..... 200 F

**Tours** ..... 387 F  
..... 400 F  
..... 400 F  
..... 150 F  
..... 50 F  
Mère de famille d'Amboise pour un monde meilleur ..... 20 F  
Une lycéenne de Bléré ..... 20 F  
Une lycéenne de Bléré ..... 30 F  
Un postier d'Amboise ..... 50 F  
Un cheminot : pour la révolution ..... 50 F  
Des lycéens de Tours ..... 100 F  
Une mère de famille ..... 200 F  
Un médecin ..... 100 F  
Un enseignant ..... 50 F

**Total** ..... 47 046 F

**TOTAL GENERAL** ..... 96 986 F

## POLITIQUE

Le PS au travail

# SOUS DES APPARENCES LIBERALES, UNE ABSENCE TOTALE DE DEMOCRATIE

Le PS s'agite fébrilement ces derniers temps. Dimanche dernier, il tenait sa convention sur la défense. Dimanche, une convention sur les femmes devait se dérouler. Samedi, une super exhibition en présence de la presse était organisée à l'endroit même où le PS avait tenté de se refaire une virginité en 72, à Epinay.

Examinons quelques éléments sur la manière extrêmement bureaucratique dont fonctionne le PS, habilement caché derrière une apparence libérale et un fonctionnement «ouvert».

Dans l'organisation du PS, Mitterrand joue un rôle extrêmement important au point qu'un journaliste qui ne se caractérise pas par son hostilité au PS décrivait au lendemain de Nantes : «Le prince en son congrès». Gilbert Declercq écrivait dans un article : «Dans quelle organisation populaire aurait-on toléré que le secrétaire général arrive à 16 heures pour un congrès qui débute à 10 heures ?». Cette anecdote est révélatrice. Rappelons qu'à la veille de ce même congrès chacun s'interrogeait sur la réalisation d'une synthèse ou pas et que c'est Mitterrand en personne qui au bout de quelques heures trancha seul ou presque.

### CHANTAGE A LA DÉMISSION

Le *Nouvel Observateur* rapporte ces propos de Mitterrand : «La personnalisation a pu être une bonne chose pendant un certain temps après le congrès d'Epinay. Mais elle serait à la longue dangereuse». Et pourtant... comme le rapporte Pfister, journaliste du *Monde*, dans son livre : «Les Socialistes», quelques mois plus tard, Mitterrand faisait du chantage à la démission parce qu'un de ses lieutenants avait osé suggérer un autre choix que le sien concernant la désignation de représentants du PS pour une rencontre internationale. En 72 déjà parce

que la Convention Nationale faisait des difficultés pour laisser aux MRG un certain nombre de circonscriptions il avait déjà mis son poste de secrétaire dans la balance. En 73 à nouveau parce qu'il n'obtenait pas du Bureau Exécutif une condamnation de la manière dont le CERES dirigeait la Fédération de Paris. Enfin rebelote à la veille du Congrès de Nantes... Ce pouvoir personnel qu'il assure, implique pour le premier secrétaire de jouer un rôle important dans le choix des instances dirigeantes de son mouvement.

### LES «MINISTRABLES»

Ce sont seulement ceux qui lui sont inconditionnels qui sont cooptés et ce jusqu'au niveau du Bureau Exécutif. En ce qui concerne ce niveau, la composition ne dépend pas complètement de lui, mais est le fruit d'un rapport de force entre le CERES et la majorité. La plus haute instance de direction du PS, le secrétariat lui est entièrement dévoué, com-

pte tenu évidemment des compromis qu'il est obligé de passer. Les quinze personnalités qui y participent sont les *ministrables*. Ils se réunissent une fois par semaine en s'adjoignant si nécessaire des *délégués nationaux* compétents sur une question à l'ordre du jour cette fois là. D'ailleurs Mitterrand ne participe à ces réunions que si c'est utile : parce que Mauroy ou Jacquet ont du mal à s'en sortir...

Le bureau Exécutif succède au Secrétariat. A cette instance, participe le CERES ce qui rend généralement les débats plus vifs. Ces réunions sont précédées par un repas des plus proches «lieutenants», chez Mitterrand. Cette instance se réunit normalement six fois par an. C'est l'occasion pour les courants de comploter pendant les repas. Les votes se font parait-il, la plupart du temps, tendance contre tendance.

### LES CONGRES

C'est bien sûr à l'occasion des congrès que le

«sommets» est atteint si l'on ose dire. Tout se décide en «commission des résolutions», la nuit, entre les débats en séance plénière. On s'y affronte durement. Les courants qui n'ont une existence statutaire qu'à ces occasions et lors des Conférences Nationales (qui connaissent le même scénario) se réunissent chacun de leur côté peu de temps avant afin de prendre la température de lever un coin de voile sur la tactique qu'entendent adopter les leaders. Comme des textes sont présentés plusieurs semaines à l'avance par chacun des courants et votés par les sections, les commissions des résolutions n'ont que des compromis à passer ou à refuser. Les motions «Ne doivent rien oublier» dit Martinet : «*Les femmes, l'intention de rompre avec le capitalisme, on joue toutes les mélodies que les adhérents aiment entendre. Cette musique estompe parfois les vrais questions et dissimulent les vrais clivages*» Martinet sait de quoi il parle. Il faut avoir vu des orateurs parler devant une salle à moitié

vide alors que le restaurant est à moitié plein. Il faut avoir vu à trois pas de la tribune en pleine séance Sarre improviser une conférence de presse... pour se rendre compte de la joyeuse pagaille qui y règne.

Les congrès ne décident rien ou presque, qui conseille Mitterrand ? Les experts, tous ou presque énarques (anciens de l'École Nationale d'Administration) appartiennent à des commissions mais ne sont pas forcément adhérents. «*La bonne odeur qui s'élève de nos gamelles a suscité des vocations idéologiques*», comme le dit très crûment un dirigeant du Crédit Lyonnais, on pourrait dire la même chose des groupes d'études sur tel ou tel sujet.

Dans tout ce fonctionnement, la participation des militants à l'élaboration de la ligne politique est nulle ou presque ; ils ne sont utilisés que comme masse de manœuvre pour soutenir telle ou telle motion.

François MARCHADIER

Dans la perspective de l'après 78

## LA REFLEXION DU PCF SUR L'UTILISATION DE LA TELEVISION

La radio et la télévision sont des moyens d'une telle puissance de propagande qu'il est bien normal qu'en cette période électorale on parle beaucoup d'elles. C'est ainsi qu'un journal belge, *Le Peuple*, évoque à nouveau la possibilité pour *Europe 1* de créer une station de télévision en 78, qui émettrait du territoire de la Sarre (comme la radio actuelle). Si apparemment RTL n'a pas les mêmes projets (la télévision luxembourgeoise existe déjà et peut être captée par un grand nombre de téléspectateurs français) son directeur, Jean Farran, ne semble pas inquiet pour 78 : il rappelle que «RTL est avant tout une société luxembourgeoise» et donc que les changements de gouvernement en France ne sauraient influencer ni sur ses programmes, ni sur les hommes qui composent sa direction.

La question qui se pose quand sont évoqués ces projets de RTL ou d'*Europe 1*, c'est bien sûr, celle du monopole de la radio et de la télévision en France. Un monopole qui, après avoir profité pendant 20 ans aux forces de droite, semble aujourd'hui être remis en question par ces mêmes forces.

En ce sens, le lancement par le PR de Soisson d'une «radio fil bleu» à Montpellier peut être considéré comme un ballon d'essai, puisqu'il est évident qu'en cas de victoire de la Gauche, les forces de droite chercheraient à disposer malgré tout de circuits de radio et de télévision. Pour la bourgeoisie, le monopole n'est en rien un principe, il est simplement un outil, efficace un moment, gênant à un autre moment.

Le PCF aussi s'intéresse à la question, et les *Cahiers du Communisme* dans leur numéro de janvier sont sans équivoque là-dessus : le PCF entend s'opposer à toute forme de radios «sauvages», et reste farouchement favorable au monopole. Derrière l'argumentation la plus simple à savoir que radios et télévisions sont des services publics, donc au service de tous, l'auteur de l'article, Laurent Salini, se livre à une intéressante réflexion sur l'utilisation par le PCF de la télévision, aujourd'hui et demain.

### «BÊTE DE TELEVISION»

Marchais est devenu une «bête de télévision». On en a encore eu la preuve jeudi soir à *Antenne 2*. Ses prestations télévisées ne relèvent en rien de la spontanéité mais au contraire d'une étude approfondie des ressorts de la télévision, des rapports à introduire avec les journalistes bourgeois qui l'interrogent, des liens entre la parole et le geste, etc. Salini le dit très explicitement : les arguments du PCF ont mieux passé au lendemain de la rupture de l'Union de la Gauche grâce «à la force de sa bonne foi et, il faut le dire parce

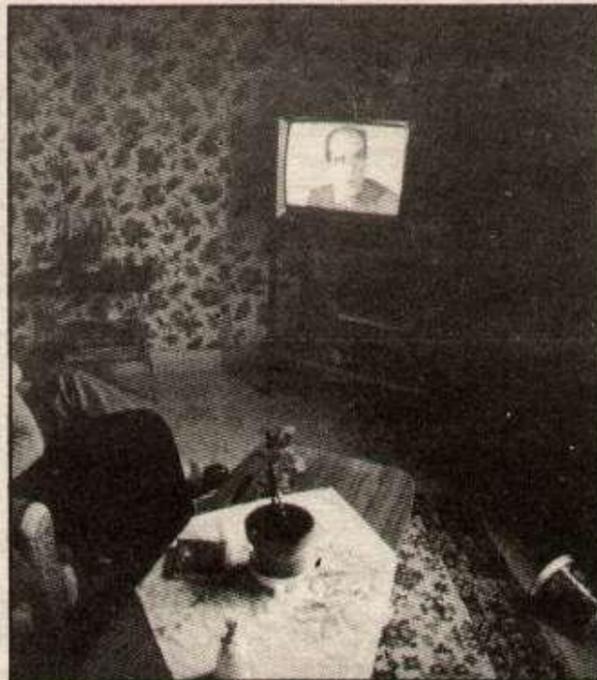
que c'est vrai, la sincérité et l'humanité de Georges Marchais laissant parler son cœur...». Partant de cette constatation, le PCF avance ses idées en deux temps : d'une part, obtenir dès aujourd'hui un temps de parole qui soit égal aux formations de droite et au gouvernement, d'autre part faire de la télévision «demain» (entendez quand le PCF sera au pouvoir) un «instrument de débat et de démocratie».

### UNE CERTAINE CONCEPTION DU «DÉBAT»...

C'est là que se situe cette phrase limpide quant au projet du PCF : «Qui aurait compris sur quoi avaient buté les négociations entre les partis de gauche, qui aurait décelé le tournant à droite du Parti Socialiste sans le débat, c'est à dire la réponse patiente et mille fois renouvelée aux questions des travailleurs, la répétition inlassable des faits, l'adaptation et l'argumentation à la pensée de l'interlocuteur? C'est exactement cette conception du débat que Marchais, et derrière lui Fiterman et les autres, mettent aujourd'hui en application à la télévision ou à la radio : le ressassement de deux, voire trois idées au maximum, la monopolisation de la parole, au besoin en coupant l'interlocuteur, et un terrorisme verbal destiné à maintenir la discussion sur le terrain défini à l'avance. C'est exactement le contraire d'une confrontation de points de vue.

### ...LE RABACHAGE.

Fort de cette tactique du «débat», Laurent Salini en réclame plus à la télévision «Les débats politiques ont été plus suivis que des pessimistes ne le prévoient. Et quand le député RPR Vivien a proposé un jour «sans politique» à la télévision, un sondage a aussitôt montré que cette proposition trouvait peu



Pour le PCF, le «débat» consiste à rabacher le plus possible les mêmes choses, le plus souvent à la télévision.

d'audience». Encore faut-il savoir de quelle politique il s'agit. Pour Laurent Salini, cela ne fait aucun doute ; ce qu'il veut, c'est une multiplication à l'extrême des passages de Marchais et des siens à la télévision. «La réponse patiente et mille fois renouvelée... la répétition inlassable des faits...», tels que les voit le PCF, tels qu'il veut nous les imposer.

Il faut introduire ici une nouvelle idée avancée par Salini. Il fait la différence entre le «débat-spectacle», tel qu'il peut-être mis en œuvre aux USA par exemple, et le «débat politique et démocratique» tel que le pratique le PCF. La seule différence, et pour cause, qu'est capable de montrer Salini, c'est que dans un cas, il s'agit d'affrontements entre politiciens bourgeois, et dans l'autre une pratique consistant à «mettre au fait les travailleurs de ce qui les regarde, les concerne, de ce qui est leur affaire».

### DANGEREUX ILLUSIONNISME

Marchais ne se donne pas en spectacle, puisqu'il parle au nom des travailleurs, puisqu'il parle de leurs problèmes ! On touche là un problème qui dépasse le cadre de l'utilisation de la télévision par le PCF : c'est celui de la légitimité dont le PCF entend se réclamer «puisque il parle au nom des travailleurs». Puisque selon Salini, PCF et classe ouvrière ne font qu'un, la boucle est bouclée : la classe ouvrière doit beaucoup s'exprimer à la TV, donc le PCF doit beaucoup s'exprimer !

Cette escroquerie des illusionnistes du PCF peut se révéler dangereuse, si elle n'est pas fermement combattue. Les prestations télévisées de Marchais donnent un aperçu du matraquage quotidien auquel seraient soumis les travailleurs si par malheur ces gens là parviennent à s'emparer du pouvoir.

Nicolas DUVALLOIS

### Giscard et Barre sont populaires

France-Soir, en paraissant après deux jours de grève, a offert un cadeau aux lecteurs de la presse Hersant : un sondage IFOP indique que la cote personnelle de Giscard augmente, ainsi que celle de Barre. 55 % des Fran-

çais seraient satisfaits de Giscard, et 37 % en seraient mécontents. 44 % seraient satisfaits de Barre et 46 % en seraient mécontents. Des chiffres que tous les faits démontent à longueur de journée.

Achetez le *Quotidien du Peuple* tous les jours dans le même kiosque

## Écologie 78 se réunit à Nantes

Écologie 78 avait prévu une réunion à Nantes ce week-end. A cette occasion, ce regroupement électoral devait préciser ses orientations et le programme sur lequel il entend se battre. Rappelons qu'Écologie 78 s'est engagée à se dissoudre au soir du second tour. Pour le moment, sous cette bannière se retrouve à Paris et dans quelques autres villes «les Amis de la Terre» et «S.O.S. Environnement» ainsi que divers mouvements régionaux, militant sur la question du rapport de l'homme à la nature.

Tous les écologistes ne se reconnaissent cependant pas dans ce sigle, certains considérant que les élections n'étant pas un mode de fonctionnement démocratique de la société, ils ne doivent pas y participer. Tous en revanche sont gênés par ce qu'ils appellent «la personnalisation» des candidats ce qui leur paraît contradictoire avec la société

pour laquelle ils luttent. D'ici une semaine on devrait connaître la liste des candidats.

Un certain nombre d'autres contradictions traversent ce mouvement notamment sur le désistement au second tour.

«S.O.S Environnement» pour sa part exclut de se désister au second tour et n'envisage pas de laisser le champ libre à des candidats bourgeois au premier tour. Lors de leur conférence de presse de mercredi, ils envisageaient même nettement de se maintenir s'ils dépassaient la limite des 12,5% des inscrits. Tel n'est pas l'avis de certains autres participants à ce rassemblement. Ceux là pensent qu'il vaudrait mieux ne pas entraver l'élection, par exemple du radical de gauche Crepeau à la Rochelle ou de Besson en Savoie. Ce sont principalement les divergences à ce sujet que Écologie 78 avait prévu de réduire au cours du week-end.

## Quand une revue du PCF et une revue du PS tombent d'accord

La querelle entre le PS et le PCF trouve largement son écho dans la presse de ces partis. Curieusement, dans leurs numéros du mois de janvier, les *Cahiers du communisme* et la revue *Faire*, de Rocard et Martinet, se livre à un échange d'invectives pour parvenir à la même conclusion. C'est ainsi que *Faire* évoque le congrès du SPD allemand pour dresser une sorte de bilan de la gestion sociale démocrate en RFA. Bilan nuancé on s'en doute, qui se sert des éléments de «succès» économique pour excuser des «faiblesses» en matière de démocratie. Ce qui justifie cette conclusion : «La social démocratie allemande telle qu'elle est, n'est après tout que l'exact reflet du mouvement ouvrier allemand, tel qu'il est en réalité. Avec ses qualités et avec ses défauts. Car,

finalement, l'immense majorité de la classe ouvrière continue à se reconnaître en elle». Rédigés dans la même période, les *Cahiers du communisme* répondent sous la forme d'un reportage en RFA de Marie Claude Vaillant-Couturier. Bien sûr les critiques pleuvent, mais la conclusion, en partant de données différentes, rejoint celle de *Faire* : «Mais pour le peuple allemand, il peut y avoir le risque d'une autre alternative c'est qu'à force de collaboration de classe et d'atteintes portées aux libertés, ce soit la pire réaction qui gagne».

Dans les deux cas, il pèse comme une espèce de fatalité sur les travailleurs de RFA, condamnés à subir le régime de Schmidt. Ce serait, pour nos plumitifs, la moins pire des solutions pour les travailleurs allemands.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

## Affrontements à droite

«Le pluralisme» de la «majorité» selon la formule chère à Giscard, sera décidément bien difficile à «organiser», ce lundi, au cours du déjeuner que le président de la République offre à 80 personnalités de la droite. Barre, Chirac, Servan-Schreiber, Ponia-towski, Debré et Chaban-Delmas : le cocktail, dans la situation qui règne actuellement, risque d'être explosif. C'est dire que, si on ne se querelle pas, c'est qu'on n'aura rien dit. Tout au plus Giscard, qui s'apprête à rendre public sa version du «bon choix pour la France», comme s'il s'agissait d'un mystère, pourra-t-il essayer de se réclamer après coup de la caution des présents.

Cependant, parallèlement, les choses sérieuses vont bon train. Ce sont les giscardocentristes du front anti-RPR qui viennent de rendre publique la liste de leurs 363 premiers «candidats d'union», à la grande fureur affichée par les chiraquiens. Cependant, même si les radicaux sont associés à cette liste,

alors qu'ils ne figuraient pas dans les conversations regroupant les autres partis de la «majorité», ces formations ont pris soin, pour leur premier choix, d'éviter les circonscriptions où les accords majoritaires prévoient la présence d'un candidat RPR unique : manière d'éviter d'apparaître comme les agresseurs.

Cependant, nul n'ignore que des candidatures se préparent dans les endroits abandonnés jusque là à Chirac, en «réplique» à l'intention affichée par celui-ci de concurrencer ses soi-disant alliés dans un certain nombre de circonscriptions qui leur avaient été réservées. Le clash semble désormais difficilement évitable : la liste supplémentaire de candidats RPR est déjà en voie de publication, avec une célérité qui laisse supposer qu'elle était préparée de longue main. De même, on ne fait guère mystère, par exemple, que Lecanuet à l'intention d'opposer un candidat CDS au président du groupe RPR à l'assemblée nationale, Labbé.

## Anciens colons

Ils étaient déjà d'accord, mais ils se rencontrent quand même, histoire de sauvegarder les apparences : le Recours, mouvement de «rapatriés» créé pour apporter le soutien de cet électoral au Parti socialiste, a rencontré sa formation politique préférée. Les comptes sont faits dans le détail : les voix des anciens colons peuvent faire chuter quatorze députés de la «majorité», en mettre six autres en péril, et permettre la réélection de six députés socialistes. Pour une assemblée où la majorité risque de se jouer à quelques voix, cela compte.

## Bulle ministérielle

Barre est à Lyon ce week-end : bien que son élection y soit assurée, il faut bien qu'il aille s'y montrer un peu. A cette occasion, la radio périphérique RTL lui consacre une «bulle» spéciale. Entre temps, le premier ministre a trouvé le moyen de tenir des propos aimablement électoraux aux chauffeurs de taxis, aux réparateurs d'automobile, à la puissante institution locale des hospices civils, et de montrer sa bonne mine à deux ou trois réunions.

## En sandwich

Le «centre national des indépendants», ce n'est vraiment pas grand chose, dans le paysage politique de la droite. Chirac, après l'avoir propulsé au conseil municipal de Paris, était parvenu à l'associer aux accords «majoritaires». Sa seule chance d'avoir un ou deux députés. Maintenant que ces accords sont en grave péril, qui n'est pas content ? C'est le CNI. Mais, jusqu'ici, il s'est bien gardé de prendre position pour l'un des deux camps. Des fois que l'un et l'autre lui en seraient reconnaissants...

## Pour la bataille politique de 78

**ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom.....  
Adresse.....

## DICTIONNAIRE DES GROUPES INDUSTRIELS ET FINANCIERS EN FRANCE

P. Allard, M. Beaud, B. Bellon, A.M. Levy, S. Lienart.  
Editions du Seuil (1978)

Plus de 6 000 sociétés  
Un chiffre d'affaires industriel de plus de  
500 milliards de francs lourds

48 groupes  
100 familles

3 millions de salariés

dont 790 000 pour l'ensemble financier Paribas  
550 000 pour l'ensemble financier Suez

Agache Willet	ITT en France
Ax Ligué	Lafarge
Beghin-Say	L'Oréal
BSN-Gervais Danone	Lyonnaise des Eaux (SLEE)
Charbonnages de France (CDF)	Michelin
CFP	Navigation Mixte
CSE	Nestlé
Chargeurs Réunis	Paribas
Chrysler en France	Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK)
Dassault	Pernod Ricard
Denain Nord-Est Longwy (DNEI)	Peugeot
DMC	Poiret et Chausson
EDF	Renault
Eit Aquitaine	Rhône-Poulenc Pricel
Entreprise Minière et Chimique (EMC)	Rothschild
Empain-Schneider	Saint-Gobain Pont-à-Mousson
Ferodo	(SGPM)
Fiat en France	Schramberger
GDF	SCOA
Générale des Eaux	SNCF
Hachette	SNECMA
Hoechst en France	Suez
Honeywell en France	Thomson-Brandt
IBM en France	Wendel

Il ne s'agit pas d'un livre mais de deux livres, regroupés sous une même couverture, rédigés par à peu près les mêmes auteurs (apparemment A.M. Levy n'a pas accepté de signer le premier). Disons tout de suite que du premier texte (20 pages) — qui constitue «l'introduction» — on pourrait se passer, tandis que le second (330 pages) est bien utile comme instrument de travail pour mieux connaître le capitalisme.

Dans l'introduction, est d'abord présentée la notion de groupe puis une analyse assez superficielle de l'oligarchie financière. Il aurait notamment été intéressant de mieux fonder, du point de vue des faits la réalité du contrôle par Suez et Paribas d'un certain nombre de groupes industriels tels que CGE, Wendel pour Suez et Thomson-Brandt, PUK ou Rhône-Poulenc-Pricel pour Paribas. En d'autre terme, la fusion du capital bancaire et du capital industriel dans le capital financier s'opère-t-elle dans les compagnies financières telles que Suez et Paribas, ou ailleurs ?

Autre point vite, très vite réglé : le mythe de la «technocratie» est justement dénoncé. Mais cela ne dispense pas de s'interroger sur les spécificités du secteur public et de son personnel. Cela n'est pas superflu à l'heure où le Programme commun propose de franchir un seuil minimum...

Mais surtout le dernier tiers de cette introduction

est consacré au Programme commun, aux nationalisations. Les auteurs, considérant sans doute que la nature du Programme commun va de soi, abdiquent tout point de vue critique, tout souci de partir des faits pour nous offrir une apologie de l'Union de la gauche... un peu à contre-temps.

Ce qui caractérise ces quelques pages, certainement finement ciselées, c'est d'une part que toutes les questions qui justement divisent les partis du Programme commun ne sont pas explicitement examinées mais traitées allusivement, avec un penchant très net pour la version PCF, et que d'autre part les partis de l'Union de la gauche sont sans hésitation

crédités de la volonté de «rupture avec le capitalisme», de «rupture avec l'impérialisme». C'est une «grille de lecture» bien particulière des faits, qui mériterait plus d'explication.

Pourtant on se souvient de G. Marchais déclarant par exemple juste après l'adoption du Programme commun «il suffit de lire le Programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France». La rupture avec l'impérialisme ? Il faudrait nous expliquer la nature de cette transition qui n'est pas le socialisme mais serait en rupture avec l'impérialisme. Transition de la Transition ?...

A partir de ce postulat le reste de la «profession de foi» du «credo» des auteurs n'est qu'un assemblage assez abstrait de vœux pour une société nouvelle. Le moins que l'on puisse dire c'est que si ceux-ci reflètent assurément de «bonnes intentions» ils ne s'inscrivent pas dans une analyse reposant sur l'examen des contradictions réelles.

Tout différent dans son contenu et son utilité est la partie substantielle du livre : le dictionnaire des groupes.

Le dictionnaire est composé de deux grandes parties :

1) Une partie où sont présentés les groupes avec notamment un historique du groupe, l'organigramme décrivant les diverses sociétés du groupe, la stratégie du groupe...

2) Un index des sociétés où l'on trouve quelques informations concernant chaque société et l'indication du groupe auquel elle est rattachée.

Au total, 48 groupes sont présentés. Ils concernent plus de 6 000 sociétés.

En deux pages de texte chaque groupe est bien mis en situation aussi bien sur le plan de son passé que de sa situation économique actuelle. Une rubrique est en général consacrée aux problèmes des travailleurs dans le groupe.

Ce dictionnaire constitue un instrument très précieux pour les militants, les syndicalistes.

J. F.

## LES BANQUES ET LES GROUPES INDUSTRIELS A L'HEURE DES NATIONALISATIONS

F. Morin - Calman Levy (1977)

Cet ouvrage, réalisé sous la direction de F. Morin, fait suite à deux publications récentes de cet auteur (*La structure financière du capitalisme français*, Calman Levy 1974 et *Le capitalisme en France*, Cerf 1976).

Sur le plan de l'analyse économique, ce livre complète les informations fournies précédemment sur les rapports de propriété saisis au travers de la détention d'actions, sur la configuration des principaux groupes (en distinguant ceux «à dominante bancaire» et «à dominante industrielle») et enfin sur la conséquence de la nationalisation

des groupes inscrits au Programme commun.

Le livre apporte notamment d'intéressantes précisions sur le secteur bancaire et celui des assurances.

Mais de ces informations il ne se dégage aucune analyse de la signification et des enjeux de l'extension du secteur public. L'étude restant toujours au niveau du «contrôle» sans que soit précisée la consistance réelle de ce qui est contrôlé ni que les différences de forme de contrôle ne soient explicitées en terme de différences de stratégie (production,

emploi, internationalisation...). On ne sait pas au terme de la lecture quel serait en termes réels le nouveau secteur public, sa répartition sectorielle, les frontières avec le secteur privé, les nouveaux rapports de force avec les concurrents de l'impérialisme français, les travailleurs concernés par la nationalisation, toutes questions qui ont une importance véritable «à l'heure des nationalisations».

Quant aux conclusions politiques qu'en tirent les auteurs, après avoir souligné les différences de conception du PCF et du

PS (sans rapporter nettement ces différences à la différence de leurs projets) elles sont assez floues.

Il est fait état des dangers d'une «bureaucratie d'Etat» se substituant à la technocratie privée : dangers du capitalisme d'Etat ? Mais il semble que les auteurs pensent qu'un accommodement de l'Union de la gauche éviterait ces dangers. Un tel point de vue serait commettre une erreur d'analyse et une faute politique.

Michel FLORAC

Le discours d'Edmond Maire au Congrès Construction-Bois

Sexlal : 7<sup>e</sup> semaine de grève

## «Rendre à la gauche sa crédibilité» ou construire un rapport de force !

● Un peu avant 11 heures, les journalistes qui n'avaient pas manifesté un grand intérêt au Congrès de la Construction-Bois CFDT jusqu'à ce moment, se pressaient dans la salle, attendant le discours qu'Edmond Maire, secrétaire confédéral de la CFDT, devait y prononcer. Discours attendu depuis plusieurs jours, puisque c'était le premier après le week-end dernier, et en particulier après la Conférence nationale du PCF, au cours de laquelle Marchais annonçait qu'il n'y aurait pas d'accord avec le PS pour le premier tour, et que l'attitude du PCF pour le 2<sup>e</sup> tour serait déterminée en fonction des résultats du 1<sup>er</sup>.

Intervention également attendue par les congressistes, qui se doutaient bien qu'Edmond Maire défendrait une nouvelle fois le chapitre 7 de la Plate-forme CFDT, rejetée par la direction de la Fédération Construction Bois (voir *Quotidien du Peuple* d'hier).

Dans un premier temps, E. Maire faisait un tableau de la crise actuelle : refus systématique de toute négociation, situation bloquée, risques d'autoritarisme qui se développent, campagne raciste, campagne anti-syndicale...

Après avoir montré tout le contenu du programme de Blois, il poursuivait : «*Pour la CFDT, seule l'Union des forces populaires peut faire converger la mobilisation sociale et l'action d'un gouvernement de gauche pour imposer des transformations profondes qui apportent une réponse à la situation des travailleurs... Une alternative politique de gauche unissant socialistes et communistes est donc indispensable. La CFDT ne prend pas son parti de la division de la gauche politique... La conférence nationale du PC des 7 et 8 janvier vient de dire en clair ce que nous pressentions. Pour le PCF aujourd'hui, le rapport des forces importe plus que le*

*programme. Au-dessous d'un certain seuil électoral qu'il définit lui-même, il n'est pas partant pour conduire avec d'autres un gouvernement populaire. Son poids lui importe plus que le succès de la Gauche unie...*»

Pour la Commission Exécutive de la CFDT, c'est donc bien le PCF qui est responsable de la situation, parce qu'il ne veut pas aller au gouvernement dans n'importe quelles conditions, parce qu'il veut y défendre ses intérêts de parti, son projet propre. C'est bien effectivement pour avoir le maximum de poids dans un gouvernement de gauche que le PCF fait ce chantage.

Dans cette analyse juste des buts du PCF qui peuvent faire craindre le pire, Maire ne tire pas des conclusions logiques. Au contraire, la direction CFDT demande que le PCF se modère et qu'il vienne au gouvernement. Cette démarche part d'une



affirmation qu'Edmond Maire n'a pas démontrée, à savoir que la gauche c'est forcément des changements pour les travailleurs, qu'avec un gouvernement de gauche, la lutte sera plus facile.

Même s'il affirme que, pour les travailleurs, il sera nécessaire de lutter, y compris contre les fausses raisons que la gauche donnera pour justifier son refus de satisfaire nos revendications ; mais quelles garanties avons-nous ? Est-il raisonnable aujourd'hui de se boucher les yeux sur les dangers d'une situation où la gauche au pouvoir se donnera tous les moyens, au nom de la lutte contre la droite, pour s'opposer aux exigences populaires ?

Quelles garanties avons-nous que le pouvoir d'achat augmente d'une façon durable, que le chômage diminue, «*qu'un autre type de développement*» se mette en place «*qui mette l'autogestion au centre des transformations*» comme dit E. Maire ?

Aucune, sinon nos luttes, répond-t-il : «*Il ne faut compter que sur nos propres forces*».

Que veut dire la CE de la CFDT quand elle affirme : «*Ce sont les travailleurs qui arbitreront*» ? Comment ? Avec quels moyens ? Edmond Maire affirme : «*On ne changera pas fondamentalement notre pays uniquement par le haut, uniquement par un gouvernement de gauche, des nationalisations et une planification démocratique. Tout ceci resterait une écorce vide, et qui risquerait même de dévier, s'il n'y avait pas une pression*

*des travailleurs... pour combattre les tendances à l'étatisme ou à la centralisation*». C'est même pour combattre ce risque que la Plate-forme CFDT propose des droits nouveaux pour les travailleurs, et les fameux conseils d'ateliers.

S'il est juste effectivement que les travailleurs se donnent des armes pour imposer leurs droits et leurs revendications à la gauche, on ne peut mettre pour autant le syndicat à la remorque de la gauche et mobiliser ses forces «*pour rendre à l'alternative politique de la gauche sa crédibilité*». Car enfin, que veut dire : «*conduire la mobilisation de façon à ce qu'elle se confronte positivement avec l'action gouvernementale*» ou «*conjuguer ses efforts avec les forces gouvernementales*» ? Là est bien le problème.

Car malgré toutes les critiques faites à la gauche et qui sont le reflet des inquiétudes des travailleurs, ce n'est pas une autonomie réelle des travailleurs que la direction CFDT nous propose, mais une subordination de fait aux impératifs de l'Union de la Gauche. Et cela, les travailleurs ne peuvent l'accepter. Arriver en mars 78 avec un rapport de force important, comme le dit Edmond Maire, ce n'est pas valable uniquement en prévision d'une victoire de la droite, mais aussi en cas d'une victoire de la gauche, car ce ne sera pas plus facile. C'est à cela que les travailleurs, et en particulier les syndicalistes, doivent dès aujourd'hui s'attacher.

Monique CHERAN

## Etranges tractations entre la direction et Sacilor

Les travailleurs de l'entreprise Sexlal (récupération et travail sur matériaux provenant de la sidérurgie), près de Thionville, ont désormais entamé leur 7<sup>e</sup> semaine de grève.

Rappelons qu'ils s'opposent de la sorte à la décision de la direction de licencier 60 d'entre eux sur 88 travailleurs que compte l'établissement.

Il y a quelques jours, la direction de Sacilor (Durand Duval) dont dépend Sexlal, déclarait qu'elle était prête à offrir de nouveaux débouchés à l'usine : elle proposait notamment d'ouvrir le marché de reprise de matériaux sur le crassier de Hayange, localité de la région.

La direction de Sexlal a refusé la proposition. La demande auprès du trust Sacilor d'approvisionnement en matériaux de crassier est jugée «*sans objet*».

Il est permis de se demander ce que vaut la proposition de Sacilor de faciliter le redémarrage de l'entreprise et s'il ne s'agit pas en fait pour lui de se dégager simplement de toute responsabilité dans cette affaire, avec l'as-

sentiment du directeur de Sexlal, fermement décidé à licencier. Ce dernier, en tout cas, refuse depuis sept semaines toute discussion avec la section syndicale CFDT, multiplie les pressions contre les grévistes. Plusieurs constats d'huissiers ont déjà eu lieu. Depuis le 18 décembre, il faut signaler que de l'entreprise a été coupée, coupure ayant des conséquences graves pour la conservation du matériel. On voudrait empêcher toute reprise qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Les travailleurs n'ayant pas baissé les bras malgré les difficultés, la direction, depuis quelques jours, multiplie (ce qu'elle croit être) les intimidations : un huissier est désormais présent d'une manière quasi-permanente à l'usine, multipliant les rapports.

Les travailleurs, qui ne bénéficient plus d'aucune ressource, appellent à la solidarité.

On peut envoyer des dons à l'adresse suivante :

Section syndicale CFDT  
Sexlal Terville CMDP  
57 100 Thionville  
15, rue de Mersch  
Compte N° 13862840

## Franche-Comté : encore une affaire de cumul !

Nouveau procès à Besançon pour une affaire de cumul, à la Cour d'Appel de la ville.

Un gros propriétaire de la région, patron de boucheries, de sociétés diverses et possédant de nombreux hectares de terres, jugeant qu'il n'en avait pas encore assez, achetait il y a quelque temps à Montarlot (près de Rioz) un domaine d'une soixantaine d'hectares, portant le nom de «*La tréfilerie*».

Ce propriétaire, du nom de Bonnet, décidait en outre d'expulser le fermier exploitant depuis longtemps la terre, lequel avait donc saisi le tribunal.

Bien que le jugement ne soit pas encore rendu, la Cour d'Appel a bien l'intention de donner raison au propriétaire comme à son habitude. On se souvient de l'affaire de la Fragneuse et de celle, encore plus récente, de Dompierre-les-Tilleurs : des petits paysans avaient vu leur condamnation aggravée par cette Cour d'Appel. Il s'agit de la contraindre à réintégrer le fermier sur les terres qu'il exploitait jusqu'ici !

Corr. Besançon

Dans une lettre à la CFDT,

## la direction de l'EDF confirme

### ... ses miettes

Il y a quelques jours, la direction de la Fédération CGT de l'EDF, sous le fallacieux prétexte d'une lettre de la direction proposant des négociations bidons, décidait d'arrêter la grève commencée au mois de décembre, par les gaziers et électriciens. On sait que la fédération cégétiste estimait que la lettre envoyée par l'EDF, contenait des aspects positifs. La direction de l'entreprise vient d'envoyer une nouvelle lettre en réponse à une lettre de la fédération CFDT, qui confirme s'il en était encore besoin que les négociations auxquelles elle convie les organisations syndica-

les pour la deuxième quinzaine de janvier, n'aboutiront qu'à des miettes. Selon la CFDT, cette lettre dit que les discussions sur les salaires prévues en janvier «*s'inscrivent dans le cadre de la politique salariale que concrétise la convention signée avec certaines fédérations (NDLR : il s'agit bien sûr des organisations FO, CFTC et autonomes)*». La fédération cégétiste en conclut à juste titre : «*Il n'y a donc pas d'ouverture dans la position de la direction, comme l'affirme à tort la CGT*». On attend une réponse de la fédération CGT...

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**LUTTES OUVRIERES**

St Laurent de Cerdans  
(Pyrénées Orientales)

## 2 000 HABITANTS CONTRE LA MORT DE LEUR VILLAGE

La population du petit village de St Laurent de Cerdans, dans les Pyrénées Orientales a participé, il y a quelques jours à l'appel des organisations syndicales, à une journée «ville morte». Pas un magasin, pas un bistrot, pas une école n'était ouvert et les travailleurs de la dizaine de petites entreprises ont quitté le travail. De St Laurent de Cerdans (à quelques kilomètres de l'Espagne), 450 personnes se sont rendues à pied, à la préfecture de Perpignan ville distante de 70 kilomètres !

Cette initiative est révélatrice de la colère et de la détermination des habitants du village à lutter pour sauvegarder les quelques emplois qui existent encore à St Laurent. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : le village se meurt. En trente ans, le nombre de villageois est passé de 2 200 à 1 800 personnes ! Les usines ferment une à une, la plupart fabriquent depuis des générations,

des espadrilles, sandales de toile ou en caoutchouc. Dernièrement encore, une entreprise spécialisée dans cette fabrication, jetaient 29 travailleurs à la rue, portant le nombre de chômeurs à 48, ce qui est énorme pour 1 800 habitants !

Les petits patrons mettent tous en avant, l'impossibilité pour eux de faire face à la concurrence étrangère, notamment de la part des trusts italiens ou espagnols.

Faudra-t-il que les ouvriers, pour éviter le chômage, accélèrent les cadences de travail ? Ils ne sauraient se prêter à un tel chantage. Ce qu'ils veulent, c'est un emploi pour tous et vivre à St Laurent de Cerdans. C'est ce qu'ils ont rappelé avec force, lors de la journée «Ville morte» à la préfecture des Pyrénées Orientales !

La lutte, malgré les difficultés nombreuses, ne fait que s'engager !

Centre 8 des Chèques Postaux (Paris)

## GREVE POUR LES EFFECTIFS

Les 5 et 6 janvier, les agents de traitement du centre 8 des chèques postaux à Paris ont fait grève à l'appel de la CGT et de la CFDT pour l'obtention d'effectifs et d'une prime de 350 francs.

Les agents de traitement (montage, impression, montage de bandes sur ordinateur) sont au nombre de 45. L'administration

reconnait elle-même qu'il en faudrait 56. Un seul était prévu en plus pour le 16 janvier !

Dans les quatre brigades, la grève a été suivie à 100 %. Une délégation de masse chez le directeur régional a précisé que les agents étaient décidés à lutter jusqu'à satisfaction. Il faut savoir qu'à 45, ils bloquent le travail de 7 000 personnes, caisses nationa-

les d'épargne et chèques postaux.

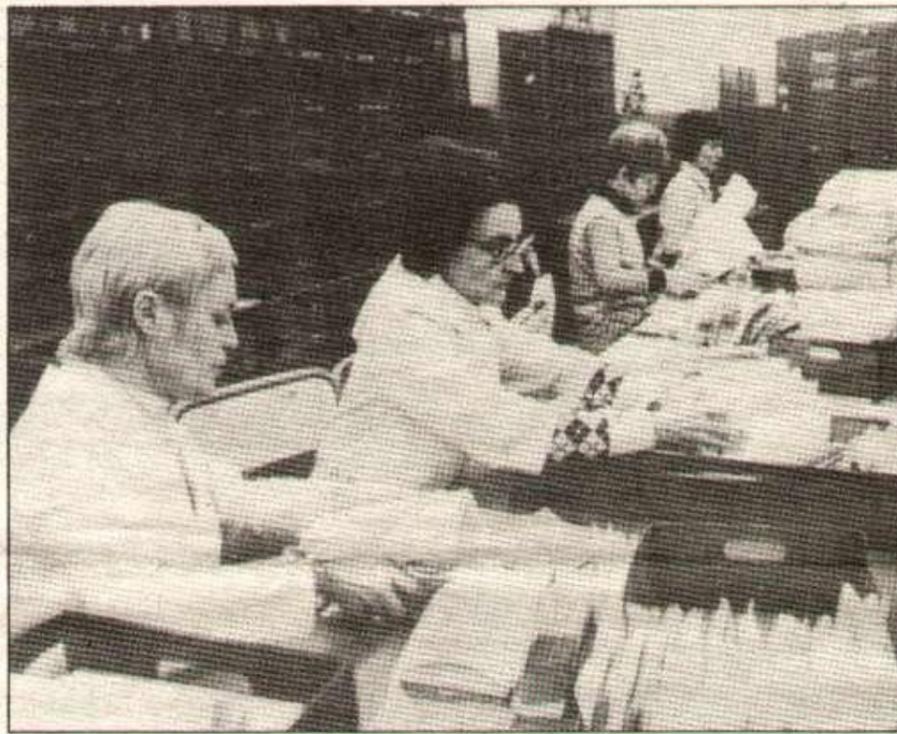
Pour faire effectuer le travail, l'administration a regroupé entre autres un concierge, un militaire actuellement sous les drapeaux ! Le personnel de la Caisse nationale d'Épargne, solidaire, a refusé de faire des heures supplémentaires pour sortir les intérêts des livrets.

Depuis cette grève, l'administration prévoit 4 agents de plus d'ici le 16 janvier et deux pour le 26 janvier. Mais les agents veulent entière satisfaction, soit 11 agents de plus et la prime de 350 francs. Un préavis de grève a été déposé du 15 janvier à 20 heures jusqu'au mardi 17 à 20 heures.

Pendant la grève des 5 et 6 janvier, l'administration avait recouru une nouvelle fois aux «désignations», véritables mesures anti-grève puisqu'on désigne les grévistes qui devront venir obligatoirement travailler, au nom du «service public» et de la sécurité.

Ces mesures ont été refusées par les 18 agents désignés. Les agents ne veulent plus travailler pour deux et veulent que leurs camarades mutés soient remplacés, d'autant que beaucoup figurent sur la liste d'attente et ne demandent qu'à être nommés.

Mardi, l'administration a tenté de donner les heures supplémentaires à faire à la Caisse nationale d'Épargne : le personnel a de nouveau refusé et, mercredi, les bons étaient donc de retour au centre de calcul !



«Le matériel téléphonique» (centraux téléphoniques - Paris)

## LES TRAVAILLEURS ONT PRIS LEURS 35 HEURES !

Les travailleurs du «Matériel téléphonique», filiale de Thomson CSF, communiquent :

«Que se passe-t-il ? Parti d'un mouvement revendicatif des travailleurs en sous-sol, réclamant une diminution d'horaire, 35 heures payées 40, ce personnel travaille en permanence dans des conditions dangereuses pour sa santé et reconnues comme telles par le personnel médical aux entretiens de Bichat.

Les travailleurs de notre entreprise réclament les 35 heures par semaine pour tous, la cinquième semaine de congés payés, l'abaissement de l'âge de la retraite, la formation continue de l'ensemble du personnel, le maintien et la progression du pouvoir d'achat. En quoi cela vous concerne-t-il ? Notre travail consiste à construire des centraux téléphoniques vous permettant d'avoir le

téléphone et d'établir des communications avec d'autres abonnés. Ces centraux fonctionnaient par un système électronique. Il faut donc que nous soyons reconvertis. La construction de ces nouveaux centraux demandera moins de personnel. Sur les 30 000 personnes travaillant en France, dans le téléphone, 30 à 50% se retrouveront au chômage si nous ne nous battons pas. Bien sûr, votre soutien nous sera d'une grande utilité. Comment ? En parlant autour de vous de ces problèmes. En effet, le gouvernement nous promet régulièrement le téléphone pour tous, la création de nombreux emplois. C'est faux. Nos revendications aujourd'hui peuvent contribuer à préserver notre emploi : 35 heures par semaine, 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, abaissement de l'âge de la retraite. Devant l'intransigeance de la direction LMT, ponctuellement, les travailleurs au cours de leurs actions et

notamment le jeudi 12 janvier 1978, ont décidé d'occuper le centrale téléphonique de l'usine de Montrouge. D'ores et déjà, ils appliquent les 35 heures par semaine depuis un mois. Nous appelons toute

la population à nous soutenir».

Les travailleurs CGT et CFDT du «Matériel téléphonique»

## LES OUVRIERS DE BENAC NE VEULENT PAS QUITTER LE PAYS

Il y a peu d'usines dans le Gers et on fait rapidement l'unanimité quand on y parle de désert économique ! Tous les jeunes sont contraints de quitter le pays. La bourgeoisie considérait comme un exploit la création de neuf cent emplois par an dans la région ! C'est dire la profondeur de la crise dans ce pays d'Armagnac, principalement rural.

Pourtant, une petite entreprise de matériel agricole avait donné quelques espoirs d'embauche il y a quelques années. L'entreprise Bénac a connu un début de notoriété avec la production d'une machine tractée à ramasser le maïs.

Aujourd'hui, c'est la menace de fermeture qui pèse sur cette petite entreprise. Après l'échec aux licenciements de cinquante sept travailleurs en novembre, le Comité d'entreprise prépare le licenciement de 40 travailleurs. La liste est déjà connue et

l'inspection du travail sera bientôt avertie. En fait, ce premier train de mesures prépare la liquidation de toute l'usine, une fois la situation financière «assainie», le principal actionnaire prenant soin de retirer la totalité de son capital.

En attendant, l'accélération du rendement va de pair avec les licenciements. Depuis l'assemblée générale de mercredi soir, les ouvriers de Bénac sont engagés dans la lutte et refusent de perdre leur emploi, certains de toutes façons de ne pas en retrouver un autre avant longtemps et d'être obligés d'aller chercher du travail ailleurs. A Toulouse peut-être, capitale régionale... du chômage !

Jeudi à 7 h 30, les ouvriers ont entrepris l'occupation de l'usine pour que «Bénac usine morte» ne devienne pas synonyme de licenciements !

Bernard PELO

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76

# Des policiers du PS proposent la suppression des RG et des CRS

## CHICHE !

● Les policiers de la section Jean Moulin du Parti socialiste viennent de produire un document de réflexion sur ce que pourrait être une police différente. Après quelques remarques évidentes sur le rôle de la police : «*Les policiers sont mobilisés pour la défense de l'ordre public entendue dans notre société comme la garantie du maintien de l'ordre social établi*», ils analysent la notion d'ordre public, faisant remarquer qu'à l'heure actuelle les manifestations ouvrières sont classées dans la rubrique «*troublant l'ordre public*»; par contre «*des accidents du travail, les conditions de vie des immigrés ou la pollution industrielle*» échappent à cette rubrique...

La section Jean Moulin propose des réformes qui sont de plusieurs ordres.

D'abord rétablissement du droit de grève dans la police, création de «*comités d'usagers de la police*» composés de citoyens élus, ayant à leur tête un maire adjoint, titulaire de la qualité d'officier de police judiciaire.

Ces comités permettraient, selon eux, de contrôler les «*éventuelles violences commises et les incidents de toute nature portant atteinte aux principes démocratiques, et aux droits de la personne humaine*».

### «LA CONSCIENCE DU POLICIER»

Malgré son aspect «*décentralisateur*» on voit toute l'ambiguïté de ce type de proposition, selon l'utilisation qui peut en être faite (renforcement du contrôle des travailleurs par une cohésion plus grande de l'appareil municipal policier).

Autre proposition : «*Opposer la conscience du policier à la violence*» c'est à dire donner à tout fonctionnaire le droit de désobéir lorsque l'ordre lui paraît être contraire aux

«*droits fondamentaux énoncés par la Déclaration des Droits de l'Homme*».

Troisième réforme : «*Rattachement complet de la PJ à l'autorité judiciaire*», celle-ci étant de fait dirigée aujourd'hui par le ministère de l'Intérieur, qualifié de «*plus politique des ministères politiques*». Cette réforme viserait donc à «*étendre le champ des libertés*».

Fonder une réforme de la police sur «*la conscience du policier*», voilà une garantie bien précaire et qui ne pourrait convaincre que quelques idéalistes ! De même, peut-on penser sérieusement que, pour défendre l'Etat capitaliste, le ministère de la justice serait plus «*démocratique*» ou «*moins politique*» que celui de l'Intérieur ?

### DISSOLUTION DES RG ET DES CRS

Condamnant le principe d'une «*police politique*» et souhaitant «*que la liberté soit la règle*» et «*l'intervention de la police, l'exception*», la section Jean

Moulin propose la dissolution des Renseignements Généraux et des CRS et l'affectation de tous leurs effectifs à d'autres corps de police, ce qui laisse intact l'effectif total de la police !

Cette position tient compte d'une certaine manière du rejet de ces polices spéciales par les travailleurs, qui les considèrent à juste titre comme les forces de répression les plus hargneuses face à la classe ouvrière. Mais elle témoigne à tout le moins d'une certaine «*naïveté*» par rapport aux changements possibles, alors même que l'Etat capitaliste, répressif, resterait en place : cet Etat peut-il admettre une réduction de ses moyens de répression alors même que la crise s'approfondit.

C'est invraisemblable et les positions du PS sur ce point, pour le maintien d'un Etat fortement centralisé dans le cadre du même système d'exploitation, sont là pour nous ôter tout doute, s'il y en avait...

Pierre PUJOL

## Aspects du racisme

La feuille royaliste *Aspects de la France* évoque à sa manière la carrière de Charlie Chaplin. On lit à propos du grand cinéaste dans le numéro du 5 janvier de cette publication : «*Nul besoin (...) d'interroger l'état civil pour savoir si Chaplin est juif : son art l'est. Plus encore que le physique de Charlot, son moral sort directement du ghetto. Le chapeau melon, la redingote, les chaussures, les cheveux crépus, le regard fuyant et le sourire torve, mais aussi la patience, la révolte impuissante, la jalousie, la fourberie, le ressentiment, l'impuissance à s'assumer et l'éternelle errance : tout en lui est juif*». Ces misérables déjections racistes ne seraient que malodorantes si on ne savait ce que furent les crimes des antisémites et notamment des royalistes français lors de la deuxième guerre mondiale. Le MRAP (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix) a porté plainte contre *Aspects de la France* pour ces propos antisémites.

## Baie de Seine : la colère des pêcheurs

Les marins-pêcheurs de la baie du Havre ont manifesté vendredi devant le Bureau des Affaires maritimes du Havre pour protester contre l'immobilisme du gouvernement face à la pollution de la baie de Seine et la non exécution des promesses faites en mars 77. Pendant trois jours, les pêcheurs avaient bloqué le port du Havre avec leurs chalutiers et n'avaient levé leur blocus que sur la promesse formelle de Barre d'examiner leurs revendications, en particulier l'arrêt des rejets de déchets industriels en baie de Seine. Appliquant le principe bien connu consistant à créer une commission quand on veut enterrer un problème, Barre a chargé une commission sous la direction d'un certain Fiori, conseiller à la Cour des Comptes d'étudier le problème. Dix mois ont passé, la commission a terminé son rapport. Elle règle le problème en quelques mots : «*L'évolution des données techniques de la pêche dans cette zone paraît irréversible*», ce qui signifie en langage de technocrate que les petits pêcheurs de la Baie de Seine doivent disparaître. Ceux-ci ne l'entendent pas ainsi et on pourrait très bientôt entendre parler de chalutiers bloquant le port du Havre.

## Creil 4 000 logements chauffés par géothermie

4 000 logements HLM de Creil vont être chauffés par géothermie. Grâce à une subvention de l'Etat, l'office d'HLM de Creil a fait procéder dès 1975 à un forage qui a permis d'atteindre une nappe d'eau chaude entre moins 1 600 m et moins 1 800 m. Cette eau étant à la fois salée et soufrée il était impossible de l'utiliser telle quelle. Par un système de tuyauteries, faisant office d'échangeur de chaleur, l'eau souterraine donne sa chaleur à une eau douce qui circule dans les radiateurs. L'eau est réchauffée à 57 degrés. De surcroît une pompe à chaleur permet d'utiliser au mieux la chaleur géothermique. Cette chaufferie va fournir 4 000 logements. Le moindre coût du chauffage se traduira-t-il par une baisse des charges pour les locataires. C'est ce qui leur est promis. Il faudra le vérifier...

Ce système doit être repris à Villeneuve-La Garenne, Houilles (pour une blanchisserie industrielle), à Coulommiers (pour chauffer des serres) à Sevran (usines Kodak et IBM) ainsi qu'à Mont de Marsan.

## «L'exploit» du Duperré

Le navire-amiral «Duperré» ramené à Brest par le remorqueur «Chamois». La marine nationale a bonne mine !



L'escorteur-amiral «Duperré», fleuron de la marine nationale, s'est échoué sur la chaussée de Sein au cours de la dernière tempête. Une erreur de navigation a jeté le navire contre les écueils de la fameuse Baie des Trépassés dans le passage du raz de Sein. Les pêcheurs de l'île de Sein ont immédiatement entrepris le sauvetage de l'équipe du «Duperré» : 250 hommes. Seuls 26 hommes sont restés à bord pour diriger les opérations de remorquage vers Brest.

Le sauvetage de l'équipage permet au *Figaro* de titrer à propos de cet incident : «*Un exploit*». C'est certainement un exploit pour un navire équipé de tous les perfectionnements électroniques de s'échouer sur des récifs dans un passage dangereux mais parfaitement balisé ! Mais cet exploit est de beaucoup dépassé par celui du journaliste du *Figaro* qui transforme une erreur de navigation en haut fait. Ce journal a, il est vrai, une longue tradition dans la transformation des vessies en lanternes, depuis les «*victoires*» de l'armée française en 1940 jusqu'à celles de la guerre d'Algérie...

## L'O.M.S. contre les épiciers de la pharmacie

L'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) a publié une liste d'une centaine de médicaments réellement indispensables. Quant aux centaines d'autres médicaments existant, l'OMS les déclare inutiles, voire dangereux. En conséquence, elle conseille de «*se limiter aux médicaments dont l'efficacité thérapeutique est prouvée*» et elle dénonce le fait que «*le nombre des produits pharmaceutiques mis sur le marché se soit accru dans d'énormes proportions, sans amélioration parallèle de la santé des populations...*» et la commercialisation de nombreux médicaments sans qu'il soit tenu compte «*des besoins et des priorités sanitaires qui peuvent varier d'un pays à l'autre*».

## Larzac : nouvelles condamnations

Le tribunal de Millau a condamné sept agriculteurs du Larzac à un mois de prison avec sursis et 400 F d'amende. Les sept avaient récemment bloqué les routes autour du camp en solidarité avec des objecteurs de conscience inculpés et pour exiger la réfection des routes défoncées par les véhicules de l'armée.

La sévérité du verdict ne détournera pas les paysans du Larzac de la lutte, ils en ont vu d'autres et sont déterminés à préserver leurs terres des appétits de l'armée.

Ils organisent une semaine d'action du 14 au 21 janvier pour l'expression et le renforcement de leur lutte et pour «*manifestier collectivement en pleine période électorale, notre refus de nous soumettre au système des délégations de pouvoir*».

# INGÉRENCE US

● Giscard satisfait ● Marchais accuse le PS ● Mitterrand veut se dédouaner

● Nul ne s'y est trompé : les déclarations américaines à propos de la participation du PCI au gouvernement italien concernent également la France. En réalité, c'est même toute l'Europe du Sud qui se trouve en question, avec ses diverses situations politiques «déstabilisées», le développement du mouvement des masses d'une part, et d'autre part l'importance des partis soi-disant communistes dans ces différents pays. Aussi, les réactions des milieux politiques français ont-elles été particulièrement rapides et significatives.

Tout d'abord, il y a le porte-parole du ministère des Affaires étrangères pour qui «il n'est pas anormal que les États-Unis, en leur qualité d'allié, émettent une opinion sur la participation éventuelle de représentants communistes aux gouvernements occidentaux». Voici deux ans, sous la même direction giscardienne, le gouvernement français avait mis de longs jours à réagir à une déclaration à peu près similaire des États-Unis, concernant la France. Au moins, à l'époque, le communiqué officiel avait-il quand même considéré qu'il s'agissait là d'une ingérence dans les affaires intérieures françaises. Mais, au fur et à mesure qu'avance le septennat de Giscard, le tribut verbal payé à l'ancienne politique gaulliste se fait plus mince, et le nouvel atlantisme s'avance à visage de plus en plus découvert.

Naturellement, on pouvait s'attendre à ce que le PCF, de son côté, ne manquerait pas de saisir l'occasion pour s'en prendre à la

politique américaine. Dans le cadre de sa polémique avec le parti socialiste, il était également inévitable qu'il fasse le rapprochement avec la récente rencontre Carter-Mitterrand. C'est chose faite, et pour y donner plus d'éclat, par une réunion spéciale du bureau politique : «Le département d'Etat s'est livré à une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures françaises», dit le communiqué, qui ajoute : «La récente visite du président Carter dans notre pays prend du même coup tout son sens : il est venu y apporter sa caution à Giscard d'Estaing, et aussi à François Mitterrand».

Point qu'il est difficile de contester, après l'appréciation portée par le président US sur le «rôle positif» du premier secrétaire du PS. Ce dernier, cependant, tente à toute vitesse de se débarrasser d'une sollicitude devenue un peu trop encombrante. C'est Robert Pontillon, du secrétariat national, qui «condamne comme inadmissible le communiqué de l'ambassade américaine de Ro-

me». C'est «la lettre de l'Unité» qui rappelle que le PS et son premier secrétaire se sont «depuis longtemps prononcés pour la constitution en France d'un gouvernement d'union comportant des ministres communistes». Le soutien même apporté par Carter à Mitterrand est lui aussi considéré tardivement il est vrai, comme «une ingérence regrettable». Insistant sur «des divergences», la publication du PS souligne que l'invitation venait du côté américain, et «qu'aucune demande de rencontre» n'est venue du PS.

Sans s'attarder à ces détails, force est bien de reconnaître que, dans une situation où le PCF se trouverait en position de participer au pouvoir, les États-Unis pourraient facilement considérer le parti socialiste comme un recours utile : on a déjà vu le cas, au Portugal notamment. Mais il est assez comique que L'Humanité demande à ce sujet que Mitterrand rende public le contenu détaillé de ses conversations avec Carter : la prochaine fois que le PCF rencontrera les dirigeants soviétiques, on pourra toujours demander, étant donné la rivalité ouverte des deux super-puissances en Europe, que le PCF ne nous cache rien à son tour de ses relations avec le Kremlin.

Jean LERMET

Après les déclarations américaines

## PCI : ne pas couper les ponts

Dans la déclaration du département d'Etat qui s'oppose à la venue au pouvoir des révisionnistes en Italie et dans toute l'Europe, le gouvernement américain rappelle la déclaration de Carter la semaine dernière à Paris : «C'est précisément quand la démocratie se voit confrontée à des défis difficiles que ses dirigeants doivent faire preuve de fermeté en résistant à la tentation de trouver des solutions en se tournant vers des forces non démocratiques». D'autre part, Kissinger dans une interview télévisée a rappelé les positions qu'il avait prises quand il était au pouvoir, allant jusqu'à menacer de quitter l'OTAN en cas de participation des révisionnistes à un gouvernement européen.

Dans une nouvelle déclaration, le gouvernement américain vient de justifier son intervention en affirmant que le PCI est «révisionniste» «non démocratique», «favorable à un Etat de type soviétique».

Alors même qu'il est directement visé, la réaction du PCI paraît pourtant bien moins vive que celle du PCF : Pagetta, membre du Bureau Politique, tout en

protestant, bien entendu, a déclaré que les soupçons de Carter n'étaient «pas sérieux». Il a ajouté simplement «cet espoir des Américains de diminuer l'influence communiste est même grotesque».

En s'en tenant à une réaction pour l'instant plutôt modérée, le parti de Berlinguer semble indiquer sa volonté de ne pas couper les ponts avec les États-Unis, ce qui est conforme à la ligne qu'il a adoptée. On sait ainsi que Berlinguer, déjà, dans le passé, a proclamé la volonté du PCI, s'il arrivait au gouvernement, de maintenir l'Italie au sein de l'OTAN. Le PCI, dans le cadre de sa politique du «compromis historique», a cherché à de nombreuses reprises à démontrer qu'il n'était pas inféodé à Moscou. En répondant aujourd'hui, dans l'Unità, aux Soviétiques, qui, dans l'hebdomadaire Temps Nouveaux viennent une fois encore de condamner les thèses du PC espagnol et l'«eurocommunisme», le PC italien veut en administrer une nouvelle preuve. Ainsi, l'Unità écrit notamment à propos de l'article de Temps Nouveaux

que c'est «un moyen assez absurde de proposer à nouveau un schéma manichéen et stérile : modèle soviétique ou social-démocratie...».

Il n'en reste pas moins que l'hostilité de l'impérialisme américain à l'accession au gouvernement en Italie, du PCI, s'appuie sur le fait que ce parti conserve d'importantes relations politiques avec Moscou à qui il apporte sa caution, notamment pour une question aussi importante que la «détente». Le PCI maintient aussi d'importantes relations économiques et financières avec Moscou en relation avec sa participation en Italie à la gestion de nombreuses et puissantes entreprises.

De son côté, la démocratie-chrétienne aurait peut-être préféré recevoir un appui moins bruyant de la part des Américains, ceci en pleine crise gouvernementale. Le ministre démocrate-chrétien Forlani a cru devoir dire à propos des déclarations américaines, qu'il était «surpris» et que «c'est le genre de choses qui n'a jamais servi à nous aider à débrouiller notre situation compliquée».

## Congrès de la Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois

### Penser le logement à l'horizon du socialisme

● Au cours de leur 19<sup>e</sup> Congrès, les délégués de la Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois (CFDT) ont abordé plusieurs aspects de la politique du logement de la bourgeoisie au pouvoir.

La construction de logements en France présente des caractères spécifiques par rapport aux autres grands secteurs de la construction et en conséquence, l'exploitation des ouvriers du bâtiment en est marquée. Ces aspects particuliers tiennent au poids de la propriété foncière dans le processus de production, à la parcellisation de cette propriété.

Dans le rapport présenté au congrès sur «Politique du logement et politique industrielle» est esquissée une analyse de la politique actuelle de la bourgeoisie dans ce domaine et ses conséquences sur les travailleurs du bâtiment et les usagers du logement. Le poids de la propriété foncière est laissé de côté ; il tient pourtant une place importante dans l'exploitation des travailleurs du bâtiment. Si ces travailleurs sont surexploités cela tient en effet au fait que la plus-value tirée de leur travail doit non seulement fournir un profit aux capitalistes du bâtiment, mais encore constituer une rente foncière pour les propriétaires, rente foncière payée par le capitaliste aux

propriétaires quand il achète les terrains à bâtir.

#### DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Sur la surexploitation des ouvriers du bâtiment, le rapport présenté à ce congrès est éloquent. Du fait de la diminution de la construction, le chômage augmente, c'est-à-dire les périodes chômées qui font des ouvriers du bâtiment de véritables intérimaires. Le niveau des salaires en subit le contrecoup.

Les salaires du bâtiment occupaient le 17<sup>e</sup> rang en 1971 pour une moyenne hebdomadaire de 49 heures, la situation s'est enco-

re aggravée du fait de la diminution des heures de travail non compensées et de la diminution de l'ouvrage à réaliser. Les conditions de travail se sont dégradées, la surexploitation accrue, c'est le moyen utilisé par les capitalistes du bâtiment pour pallier à la crise actuelle dans cette branche. Cette aggravation se lit dans les statistiques d'accidents :

1973 : 33 871 accidents graves, 824 accidents mortels

1974 : 34 738 accidents graves, 837 accidents mortels.

#### VERS UN NOUVEL HABITAT

Les syndicalistes CFDT s'intéressent aux luttes menées sur le cadre de vie par les habitants. Cet intérêt des travailleurs du bâtiment pour les luttes sur l'environnement et le cadre de vie est très important. Il permet de poser la question de la finalité de la production et de tracer la perspective d'une alliance prochaine entre les ouvriers du bâtiment et les locataires sur le problème des conditions de logement.

Enfin, et c'est le plus intéressant, le rapport du congrès aborde la définition d'une autre politique du logement. Il analyse comme réformiste la municipalisation des sols à bâtir et propose une «harmonisation entre les lieux de production et d'habitation» avec le développement de villes et de villages avec leurs industries.

Il propose également la remise en cause de la conception bourgeoise de la famille repliée sur elle-même dans son appartement, foyer d'individualisme. Briser ce repliement passe par un nouveau type d'habitat : petits immeubles, petits ensembles comprenant des espaces communs d'échange, de loisirs et d'information.



## Vallée du Rhône

### Prison pour quatorze arboriculteurs

14 arboriculteurs viennent d'être condamnés par le tribunal de grande instance de Belley de peines d'emprisonnement avec sursis (de quinze jours pour dix d'entre eux, et de un mois pour les 4 syndicalistes agricoles). Ces arboriculteurs avaient réalisé une importante opération de destruction de pêches venues d'Italie en gare de Culoz dans l'Ain, le 14 juillet 1976. La «prise» était de taille : 88 tonnes de pêches !

Mais elle était peu de choses au regard des 1 000 tonnes qui rentraient chaque jour en France en cette période, et ce à des prix plus bas que les prix

de revient des pêches françaises de la vallée du Rhône.

Il faut rappeler que les arboriculteurs du Rhône avaient subi deux années désastreuses en 74 et 75 en raison des intempéries. Ils pensaient compenser grâce à la bonne récolte de 76, les pertes essuyées les deux années précédentes. Cela ne fut pas possible, les fruits italiens venant casser le marché... Après avoir demandé en vain une «taxe compensatoire», les arboriculteurs ont investi la gare de Culoz. Le verdict est moins fort que prévu, compte-tenu probablement de la proximité des élections et de la tactique de la

défense qui a attaqué l'organisation même du marché des fruits.

#### COUPS DE FEU CONTRE LE FOYER SONACOTRA DE NICE

60 coups de feu ont été tirés dans la nuit de mardi à mercredi contre un foyer Sonacotra de Nice où sont logés 1 000 immigrés. Après cela, les agresseurs ont réussi à forcer un barrage de police. Ils se réclament du Club Charles Martel, bande fasciste auteur déjà de nombreux attentats.

GISCARD  
EN AFRIQUELe pacte  
de solidarité  
de Giscard

Giscard a annoncé aux députés de Côte-d'Ivoire réunis en séance extraordinaire pour l'entendre qu'il ne renonçait pas à l'idée d'un «pacte de solidarité» entre l'Europe et l'Afrique et, argument de poids, que l'impérialisme US lui donnait carte blanche.

Il aurait également abordé avec Carter la question du Fonds exceptionnel de Promotion de l'Afrique envisagé par l'impérialisme français lors de la Conférence franco-africaine de Dakar en avril 1977. A l'heure où l'impérialisme français s'engage au Sahara dans une nouvelle guerre coloniale, quel sorte de «pacte de solidarité» peut-il mettre en avant ?

Giscard n'a pas cessé de mettre en œuvre ses visées agressives contre les peuples africains. Il a envoyé des mercenaires au Cabinda, des troupes au Zaïre, et accentué son intervention militaire au Sahara. Loin de respecter les décisions prises à la 32<sup>e</sup> session de l'ONU qui a décrété l'embargo contre l'Afrique du Sud, il élargit sa coopération avec le régime raciste. Giscard l'aide aujourd'hui à construire une usine d'enrichissement de l'uranium et à se doter de l'arme atomique.

Tout cela témoigne à coup sûr de la «solidarité» de Giscard avec les peuples d'Afrique.

## Irlande

LA GRANDE BRETAGNE  
MISE EN ACCUSATION

Le 18 janvier prochain, la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg donnera son verdict sur l'utilisation de la torture par la Grande-Bretagne en Irlande. Selon *Irlande Libre* journal de soutien à l'Irlande, la Grande-Bretagne serait reconnue coupable de l'utilisation de «traitements inhumains et dégradants» mais pas de torture !

L'affaire du jugement remonte à 1971, lorsque la République d'Irlande du Sud a adressé une requête à la Commission Européenne des Droits de l'Homme, accusant la

Grande-Bretagne d'avoir violé un certain nombre d'articles de la Convention Européenne, notamment sur la torture et la discrimination.

Mais le rapport présenté à la Commission n'a pas subi de contre-expertise, et c'est la Grande-Bretagne qui a fourni elle-même les sources et les faits cités dans le rapport. La discrimination contre les catholiques n'est pas retenue, car, selon la Commission, il ne s'agit pas d'une «intention délibérée de discriminer», mais du produit d'un «état de danger public». Au sujet de la tor-

ture, le gouvernement de l'Irlande du Sud avait les moyens concrets de mettre en accusation l'Angleterre, mais il ne l'a pas fait, au contraire. Ainsi, en septembre 76, les autorités irlandaises censuraient une grande page du journal *Hiberna* qui annonçait des révélations importantes sur la torture, et donnait la liste des policiers anglais qui l'ont pratiquée.

Le 8 février 77, le représentant anglais à la Commission Européenne faisant une déclaration équivalente à la reconnaissance de l'emploi de la torture contre les patriotes irlandais : «Le gouvernement de Royaume-Uni a considéré la question de l'utilisation des cinq «techniques» (d'interrogatoire) avec une extrême attention, et particulièrement en relation avec l'article 3 de la Convention. Il prend maintenant l'engagement solennel que ces cinq techniques ne seront, en aucune circonstance, réintroduites pour aider aux interrogatoires». La Commission Européenne a suivi le représentant anglais dans ses conclusions pour cette raison, le verdict qui sera donné le 18 janvier blanchira très certainement la Grande-Bretagne, en laissant croire qu'il s'agissait de bavures, d'erreurs personnelles, il ne mettra pas en cause la pratique quotidienne de la répression exercée contre le peuple irlandais.

## Journal «Irlande libre»

Deux numéros sont déjà sortis, dont le second en janvier 78. Il compte 8 pages. L'équipe qui sort le journal explique dans le premier numéro, pourquoi ce journal : «Ce journal sera un instrument qui contribuera à la connaissance de la réalité irlandaise...». «Ce travail de sensibilisation sera effectué dans nos pages grâce :

— à la publication d'articles de fond, d'actualité et historique.

— une large place sera laissée aux Irlandais eux-mêmes...»

Le journal donnera des informations, une revue de presse des publications des différentes organisations irlandaises et publiera aussi un courrier des lecteurs.

Adresse : Philippe Camo, 2 place de l'Abbaye  
94000 Créteil

L'abonnement annuel : 25 F,  
abonnement soutien : 50 F minimum

## Communiqué de presse

Pour protester  
contre les liens  
de la France  
avec l'Afrique du Sud

Paris, le 10 janvier

Richard Turner, universitaire sud-africain\*, vient d'être assassiné. Après avoir interdit les organisations noires, banni plusieurs de leurs dirigeants et tué un millier d'Africains depuis le 16 juin 1976, le gouvernement de Prétoria s'en prend aux opposants blancs. Plusieurs d'entre eux ont été bannis. Richard Turner, dont le bannissement se terminait en mars 78, vient d'être abattu à son domicile dans la nuit du 7 au 8 janvier devant ses deux fillettes de 9 et 13 ans.

Pendant ce temps, la collaboration franco-sud-africaine se développe sans cesse. A preuve, cette «Réunion d'amitié France-Afrique du Sud» organisée par le Cercle Renaissance et l'Union des Intellectuels indépendants le 16 janvier 1978 à 18 h 30 au Cercle France-Amérique, 9 avenue Franklin Roosevelt, sous la présidence de l'ambassadeur de Prétoria et en présence de Philippe Malaud, ancien ministre, et de Bertrand Motte, président du Centre National des Indépendants.

Pour exiger que la France applique les sanctions économiques décidées par l'assemblée des Nations-Unies et se décide à protester contre cette répression croissante et incessante dont Richard Turner est la

Vergil Ghosghien, Président d'Honneur  
et  
Michel Marie de Prosthem,  
Président du Cercle Renaissance  
Claude Adam  
Président de l'Union des Intellectuels Indépendants  
Président  
de leur pays l'honneur d'assister et de participer à la  
Tenue d'Amitié France-Afrique du Sud  
le lundi 16 janvier 1978 de 18 h 30 à 21 h 30, dans les  
Salles du Cercle France-Amérique, 9 avenue Franklin  
Roosevelt, 94000 Paris, sous la présidence et l'honneur de  
J. E. Louis, Ministre  
Ambassadeur de la République de l'Afrique du Sud  
A 20 heures précises aura lieu un concert de  
Philippe Malaud, ancien ministre  
Bertrand Motte, président du Centre National des Indépendants  
J. E. Louis, Ministre

dernière victime, la Campagne Anti-Outspan appelle à un rassemblement :

Le lundi 16 janvier à 18 h 30  
devant le Ministère des Affaires étrangères  
37, Quai d'Orsay, M<sup>o</sup> Invalides

Elle se réserve en outre la possibilité de protester devant le Cercle France-Amérique au cas où cette «soirée d'amitié» ne serait pas annulée.

Le secrétariat national

(\*) — La Campagne Anti-Outspan a publié un écrit de Richard Turner, intitulé «Pouvoir Blanc et stratégie de libération en Afrique du Sud» disponible à la C.A.O. contre 8 francs, franco de port.

La grève de la faim  
en Bolivie

L'Assemblée bolivienne permanente des Droits de l'Homme a demandé jeudi soir que le représentant de la commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies se rende immédiatement en Bolivie afin de trouver une solution équitable au mouvement des grèves de la faim mené dans le pays et touchant à présent quelque 700 personnes. L'Assemblée Bolivienne a adressé un télégramme à la Commission des Droits de l'Homme à Genève, indiquant que des femmes de mineurs, des paysans, ouvriers, universitaires, prêtres, poursuivent une grève de la faim pour défendre les droits politiques et sociaux et demandant d'urgence la présence des représentants de la Commission des Droits de l'Homme en Bolivie. Le télégramme est signé par l'ancien président Luis Adolfo Siles et par l'abbé Julio Tumizi, respectivement président du conseil consultatif et exécutif de l'Assemblée bolivienne permanente des Droits de l'Homme.

## Boumediene en URSS

Boumediene achève sa tournée dans 9 pays arabes par une visite en URSS. Kossyguine a dénoncé «la politique de capitulation» de Sadate et a précisé que l'URSS restait attachée à un «règlement total et juste» avec la participation de toutes les parties, y compris l'OLP. Mais l'URSS est mal placée pour dénoncer Sadate, après lui avoir refusé les moyens de combattre Israël pendant la guerre de 73 en arrêtant les livraisons d'armes.

Les discussions entre Boumediene et Kossyguine vont porter principalement sur la situation au Moyen-Orient, compte-tenu du fait que les négociations entre l'Égypte et Israël ont toutes les chances d'échouer.

Il sera aussi question du conflit du Sahara. La position de l'URSS qui soutient «en principe» le POLISARIO et négocie avec Hassan II un important contrat sur les phosphates va sans doute rester ambiguë.

Algérie :  
monopole  
du commerce extérieur

L'Assemblée populaire nationale algérienne a voté à l'unanimité une loi instituant le monopole sur le commerce extérieur. Cette mesure vise, selon *El Moudjahid*, au renforcement de l'indépendance économique. Le journal rapporte les propos tenus par les députés lors du vote de cette loi, qui s'en prenaient aux sociétés étrangères qui opèrent dans le pays et favorisent la corruption.

Le même journal note dans son commentaire que les députés ont également envisagé le problème posé par la gestion du monopole et les circuits de distribution... Les contradictions et les carences relevées, les chevauchements constatés indiquent bien qu'il y a urgence, si l'on en juge par les déclarations en séance plénière des députés.

Tunisie : le secrétaire  
de l'UGTT démissionne  
de la direction du parti  
de Bourguiba

Le secrétaire général de l'UGTT, unique syndicat tunisien, a démissionné du bureau politique et comité central du PSD, le parti unique de Bourguiba. La crise entre le syndicat et le gouvernement remonte à quelques mois. Une opposition s'est manifestée, dans le syndicat, à la mainmise de l'Etat et du parti unique sur le syndicat. Après la démission de Achour, il est probable que d'autres dirigeants de la centrale le suivront dans cette voie. Des bruits courent sur la formation d'un autre syndicat, par les personnes qui ont quitté l'UGTT, parce que celle-ci voulait prendre ses distances vis-à-vis du pouvoir.

## Japon - URSS

Il n'y aura pas de traité «de paix» soviéto-japonais après la visite de Sonoda, ministre des Affaires étrangères du Japon, en URSS. Les Japonais réclament la restitution des îles Kouriles, et les Soviétiques veulent empêcher le Japon de signer un accord commercial avec la Chine et un traité anti-hégémonique dans la région.



**abonnez-vous  
abonnez  
vos amis**

**PARMI LES CADEAUX**

le disque :

**Radio-  
Renaissance**

«en direct de Radio Renaissance la nouvelle chanson de lutte portugaise».



Durant les dernières années du régime Caetano, Radio Renaissance, appartenant à l'Église portugaise, avait adopté une attitude «critique» vis-à-vis du gouvernement.

Le 25 avril à 1 h du matin, Radio Renaissance diffusait un chant interdit : «Grandola» qui était le signal du déclenchement de l'opération qui, dans les heures qui suivaient, allaient en finir avec 48 ans de fascisme.

Dans les mois suivants, le Conseil de Direction (approuvé par les Evêques) allait licencier des travailleurs provoquant une lutte qui aboutit en février 75 à l'occupation des studios par les travailleurs (avec l'appui des commissions de travailleurs, dirigées par le PCP). Malgré l'opposition du gouvernement, Radio Renaissance devenait la «radio de la classe ouvrière, des paysans et du peuple travailleur». Les travailleurs venaient expliquer et témoigner de leurs luttes contre les patrons, propriétaires... C'était la musique populaire et les chants des luttes et des victoires du peuple portugais et du monde qui composaient l'essentiel des programmes.

En septembre 75, avec la mise en place d'un régime de droite (PS), Radio Renaissance allait jouer un rôle important dans la mobilisation des soldats et des travailleurs pour la défense des acquis. C'est pourquoi les commandos expulsaient les travailleurs et mettaient des scellés. Le PCP demandait la restitution à l'Église. Une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de soldats remettait en marche Radio Renaissance. Il fallut que le gouvernement fasse sauter à la dynamite les émetteurs pour que se taise définitivement Radio Renaissance.

Dans ce disque, sont enregistrés les chants de lutte du peuple portugais choisis parmi ceux que Radio Renaissance diffusait le plus fréquemment.

Vous êtes d'ores et déjà nombreux à avoir répondu à notre appel lancé pour la formule 77-78 d'abonnement-ami. Nouveaux abonnés ou lecteurs renouvelant leur abonnement, vous avez apporté ainsi un soutien financier précieux pour le Quotidien du Peuple en lui fournissant une avance sur ses rentrées financières.

Cependant, cette campagne doit se poursuivre car les besoins financiers du journal, loin de stagner, vont sans cesse en s'amplifiant, ne serait-ce que par l'augmentation du coût de tous les éléments permettant sa réalisation. Mais

surtout, pour que le Quotidien du Peuple puisse jouer pleinement son rôle d'Organe Central du Parti dans la bataille politique de 1978, avant comme après les élections, il a besoin, de façon décisive, de votre soutien. Pour cela, nous vous proposons, parallèlement à la formule normale, une formule exceptionnelle «Pour la bataille politique de 78», c'est-à-dire un abonnement de 6 mois pour 180 F.

Vous qui êtes lecteur du Quotidien du Peuple, participez à cette campagne d'abonnement, abonnez-vous et abonnez vos amis.

**LA CARTE D'ABONNÉ AMI VOUS DONNE DROIT :**

**A un abonnement à :**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
  - *Pékin Information*.
  - *La Chine en construction*.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

**et à un livre ou un disque au choix :**

**Le tome V de Mao Tsé-toung.**

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran).
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
- *La Commune de Paris* (Lissagaray).
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire*. (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*.
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca*  *Chile*  *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

**LIBRAIRIES :**

- Besançon** Lib. les Sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Mimesis (10 %) 5 bis rue Grassi
- Bourges** Lib. Nathaël 4 cours Avancim
- Brest** Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
- Caen** La Licorne (10 %) Rue Froide
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10 %) 30 rue de Kerampont
- La Rochelle** Librairie la Genette (5 %) Rue Rougemont
- Lille** Librairie Populaire 40 rue de Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3<sup>e</sup>)
- Marseille** Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1<sup>er</sup>)
- Nantes** Librairie 71 (10 %) 29 rue Jean Jaurès
- Nice** Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
- Orléans** Les Temps Modernes (5 %) Rue N.D. de Recouvrance
- Paris** Librairie de Valois (10 %) 25 rue du Valois (1<sup>er</sup>) Les joueurs de A (12 % livres pol.) 9 rue des Lions St-Paul (10 %) L'Harmattan (10 %) 18 rue des Quatre Vents (6<sup>e</sup>) Tschann (10 %) 83 bd du Montparnasse (14<sup>e</sup>) Plasma (10 %) 41 rue Saint-Honoré 33 % sur les Ed. P.J. Oswald 7 rue de l'École Polytechnique (5<sup>e</sup>)
- Reims** Le Grand Jeu 20 rue Colbert

**CINÉMAS :**

- Paris** Saint-Séverin 12 rue Saint-Séverin (5<sup>e</sup>) Tarif étudiant : 10 f La Clef 21 rue de la Clef (5<sup>e</sup>) Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5<sup>e</sup>)
- Lyon** Cinématographe 44, cours Suchet (2<sup>e</sup>) Tarif collect. (5 tickets : 40 F) Le Canut 32 rue Leynaud (1<sup>er</sup>) (tarif. étud.)

**Nom (en capitales)** .....

**Prénom** .....

**Ville** .....

**Date :** .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

**Mode de versement :** - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

**BP 225 75924 Paris Cédex 19.**  
**Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.**

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## Samedi 14 Janvier

TF1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Numéro 1 : Annie Cordy  
 21 h 30 - Les chevaliers aux 108 étoiles : n°5 : le trésor  
 22 h 20 - Télé-Foot : En direct de Buenos-Aires : tirage au sort pour la Coupe du Monde.  
 23 h 20 - Journal

A2

19 h 20 - Actualité régionales  
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 25 - D'accord, pas d'accord  
 20 h 35 - Les Borgia ou le sang doré. *Dramatique. Scénario : F. Sagan et J. Quoirez. Dialogues : F. Sagan. Réalisation : A. Dhénaut. Troisième et dernière partie.*  
 21 h 45 - Questions sans visage. *Emission de P. Dumayet, P. Alfonsi, P. Pesnot.*  
 22 h 35 - Drôle de baraque. *Sketches de J. Bouchaud : les miroirs aux alouettes : toto, tiercé...*  
 23 h 10 - Coupe du Monde de Football. *En direct de Buenos-Aires : tirage au sort.*  
 23 h 25 - Journal.

FR3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Samedi entre nous  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - La belle Hélène. *Opéra-bouffe en trois actes, de Meilhac et Halévy. Musique et J. Offenbach. Le fleuron de l'opéra-bouffe. L'Illiad revue par Offenbach. Assez drôle quand on aime ce genre.*

## Dimanche 15 Janvier

TF1

16 h 35 - Sports première  
 17 h 55 - Madame Bijou. *Film TV américain.*  
 19 h 25 - Les animaux du Monde  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Taikoun. *Film américain de R. Wallace (1947), en version française, avec : J. Wayne, A. Quinn. La construction mouvementée d'une ligne de chemin de fer dans les Andes et une histoire d'amour toute aussi mouvementée, le film n'atteint pas pour autant des sommets.*  
 22 h 35 - Questionnaire. *Avec : A. Sauvy. La France devant ses échéances. Le père de la démographie scientifique en France, plaide pour une relance de la natalité.*  
 23 h 30 - Journal

A 2

18 h 15 - Le petit théâtre  
 19 h 00 - Stade 2  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Musique and Music. *Spécial J. Martin*  
 21 h 40 - L'opéra sauvage. *Pérou : L'œil du condor*  
 22 h 35 - Journal

FR 3

16 h 25 - Les guerriers du soleil. *N°1 : La splendeur du Mexique ancien : Les Aztèques.*  
 17 h 20 - Plein air  
 17 h 50 - Cheval, mon ami  
 18 h 15 - Espace musical. *Concerto pour piano et orchestre, N°4 de Beethoven.*  
 19 h 20 - Spécial DOM-TOM  
 19 h 35 - L'odyssée de Scott Hunter  
 20 h 05 - Histoire de France. *Série d'émissions proposée par A. Conte. N°2 : Nicolas Jean de Dieu Soult. Maréchal de France, duc de Dalmatie*  
 20 h 30 - Preuves à l'appui. *N°2 : le tricheur à l'as de trèfle.*  
 21 h 20 - Journal.  
 21 h 35 - L'homme en question : Martin Gray. *Plusieurs fois frappé par le sort, il s'en tire à chaque fois, alors que les siens périssent. Ceci lui permet d'écrire des livres à succès...*  
 22 h 40 - Aspect du cinéma italien. *Le bossu de Rome. Film italien de Carlo Lizzani (1960), en version originale sous-titrée, avec : G. Blain, B. Blier, P.P. Pasolini. Comment un résistant anarchiste et romantique retrouve dans l'action le comportement des fascistes en refusant une direction politique collective à son combat.*

## Lundi 16 janvier

TF1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Eh bien, raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - L'avenir du futur : Casino royale. *Parodie drôlatique des films de James Bond.*  
 22 h 35 - Débat : L'électronique de demain  
 23 h 45 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La tête et les jambes  
 21 h 35 - Racines. *Feuilleton en dix épisodes, d'après le roman d'Alex Haley. Deuxième épisode.*  
 22 h 25 - Zig-Zag : L'affiche. *L'histoire de l'affiche.*  
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Tribune libre  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Cinéma public : Le kid de Cincinnati. *Film américain de Norman Jewison (1965), en version française, avec Steve McQueen. Un jeune joueur professionnel de poker affronte un vétérinaire roué. Un suspense terrible.*  
 22 h 10 - Journal et fin

Troisième festival  
des travailleurs immigrés

14 JANVIER

Journée sur la formation à la Maison des Travailleurs Immigrés, 46 rue de Montreuil - Paris 11<sup>e</sup>.

Paris 11<sup>e</sup> : 14/20 h : Groupes BLOANAN, MOUN KIKA.

17 h : Débat : politique de l'immigration par rapport au pays d'origine. 51 rue de la Roquette

Paris 20<sup>e</sup> : 20h30 : Atelier Théâtre Ménilmontant. Travail théâtral. Le départ et les causes de l'immigration. Groupe de musique algérienne. 8 rue Henri Chevreau.

Puteaux : 21h : Ballet des travailleurs sénégalais. 12 rue des Pavillons

Bondy : 20h : Théâtre de l'Oasis enchanteur. Débat : culture dans l'immigration. Front culturel.

15/18h. Débat : condition des femmes immigrées. Maison pour tous.

Pontoise - Saint Ouen l'Aumône : 18h30 : BLOA NAM. Local collectif résidentiel la Croix Petit. Cergy.

Carrières-sur-Seine : 20h30 : Théâtre «Renaissance»

15 h : Débat : condition de la femme immigrée. Chapelle du Réveil Matin. Route de Buzenval.

Grenoble : 20h : Groupe argentin. Villeneuve.

20h Groupe théâtre Maghreb. Centre ville.

20h : Troupe portugaise. Saint Martin d'Hères.

20h : Chanteur italien. Groupe Théâtre. MJC Centre ville.

15h : Chanteurs. Maison de la Culture.

Valence 20 h 30, film : Don Roberto Ernesto de Souza - Château vert

Marseille 20 h : Oscar et Ada Matus - Théâtre Toursky

Lyon film : Dupont la joie Débat

Cinéma Familia

19 h/24 h : Chanteur malgache, Théâtre Maghreb Salle des Fêtes - Rilleux

Saint-Etienne 14 h 30 : Nass el Ghoba

Bourse du Travail

Strasbourg 14 h : Zait et Bait, groupe chilien, Marie-Berthe Servier - Salle des fêtes Shinningheim

Le Havre 20 h 30, Débat : Formation et alphabétisation - UCGJ, 153 Boulevard de Strasbourg

Angers 14 h : Groupes turcs - Foyer du Buisson Trélazé

Le Creusot : Parade de rue

Dijon 15/20 h : Théâtre Nedjma, Carlos Andreu - 7, rue Montigny

15 JANVIER

Paris 11<sup>e</sup> 15 h, Théâtre italien - MTI, Mission ital, 46, rue de Montreuil, Paris 15<sup>e</sup>

14 h Chorale portugaise

21 h 30 Atelier Théâtre de Ménilmontant, Carlos Andreu, Ballets africains

15 h 30 Débat : un hôtel meublé en lutte

17 h : Débat : Expulsions

19 h : Débat : axes du festival : racisme, mesures Stoléru, etc - 17, rue de l'Avre

Paris 16<sup>e</sup>

15 h : Nass el Ghorba, Mara, Salle Nicolaïte

16 h : Débat avec groupes culturels 158, rue Legendre

Paris 18<sup>e</sup> : 19h Paul Dakeo. 15 rue Affre.

Paris 20<sup>e</sup> : 15h : représentation par les enfants de l'école Vitruve et du Relais.

Débat : les enfants immigrés. 8 rue Henri Chevreau

Saint-Denis : 16h : Groupe folklorique portugais. Débat : formation, alphabétisation. Cité Francs Moisins.

Puteaux : 15h : Théâtre de l'Oasis enchanteur, groupe portugais de Puteaux, Moun de Rivel, Les clowns portugais de Puteaux. 12 rue des Pavillons.

Issy-les-Moulineaux : 14/19h : BLOA NAM

17h : Débat : droit à l'expression, association, «aide au retour». 29 rue des Lombards (face rue Viaduc)

Nanterre : 14/21h : Théâtre Renaissance, Oriental Blues. Moun Kika, Math Samba.

15h : Débat : logement des travailleurs immigrés, mesures Stoléru. Salle V. Hugo, rue V. Hugo.

Le Creusot : 14h : Tony et Candida, Portugal novo, troupe marocaine. Salle de Morandeu.

Valence : 14 h 30, film : Les femmes en Algérie.

17h : film «Omar Gattlatto». MJC

Valence : 14h30, film : les femmes en Algérie. MJC Polygone.

Grenoble : 15h : Troupe théâtre portugais. Villeneuve.

15h : Débat : répression. Salle Bellefontaine.

Angers : 15h : Os Camaradas, Théâtre marocain El Bassine. Foyer du Buisson. Trélazé.

## Et l'acier fut trempé

40<sup>e</sup> épisode

Des combats d'artilleurs se déroulent entre les plétois et les rouges qui occupent la petite ville de Chépétovka et l'Armée Rouge.

Des pétliouriens couraient vers la gare du Sud-Ouest. Une auto blindée protégeait leur repli. La chaussée menant à la ville était déserte. Soudain, sur la route, apparut un soldat rouge. Il se jeta à terre et tira le long de la chaussée. Puis il en vint un second, un troisième... Sériojka les voyait bien : ils tiraient tout en courant, courbés en deux. Un Chinois au corps bronzé, aux yeux enflammés, courait sans chercher à se protéger, une grenade dans chaque main. Sur son tricot de corps il avait enroulé des bandes de mitrailleuse. Devançant les autres, un fusil-mitrailleur à la main, un très jeune soldat fonçait. Les premiers éléments des Rouges faisaient irruption dans la ville. Transporté de joie, Sériojka s'élança sur la chaussée en criant de toutes ses forces :

— Vivent les camarades !

Le Chinois, qui avait failli le renverser dans sa surprise, allait lui faire un mauvais parti, mais le visage enthousiaste de l'adolescent l'arrêta. Il lui cria, hors d'haleine :

— Où elle est partie, la Pétlioura ?

Mais Sériojka, sans l'écouter, se précipita dans la cour, saisit la cartouchière et le fusil abandonnés par le soldat pétliourien et courut rejoindre la ligne des Rouges. On ne le remarqua qu'à la gare du Sud-Ouest, enlevée de haute lutte. S'étant emparé de plusieurs trains chargés d'obus et de matériel et ayant rejeté l'ennemi dans les bois, le détachement s'arrêta pour souffler un peu et se regrouper. Le jeune mitrailleur s'approcha de Sériojka et lui demanda :

— D'où es-tu, camarade ?

— D'ici, de la ville. Je n'attendais que vous.

Les soldats rouges l'entourèrent. Un large sourire s'épanouissait sur le visage du Chinois :

— Moi le connaitre. Lui clier : « Bonzou, camarades ! » Lui bolsévik, un des nôtres, zeune, blave ! ajouta-t-il, admiratif, en tapant sur l'épaule de Sériojka.

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

Le cœur du garçon battait de joie. On l'avait tout de suite accueilli comme un frère. Ensemble, avec eux, il avait délogé la gare à la baïonnette.

La bourgade se ranima. Les habitants harassés sortirent des sous-sols et des caves et se dirigèrent vers les portes de la ville pour voir les unités rouges faire leur entrée. Dans les rangs des soldats rouges, Antonina Vassilievna et Valia reconnurent Sériojka, tête nue, cartouchière à la ceinture, le fusil à l'épaule. Indignée, Antonina Vassilievna leva les bras au ciel.

Sériojka, son fils, s'était mêlé à la bagarre. Oh, mais ça ne se passerait pas comme ça ! Pensez donc à défilier ainsi devant toute la ville assemblée, avec un fusil... Et après, qu'advient-il ? Submergée par ces pensées, incapable de se contenir, elle éclata :

— Sériojka, file à la maison, tout de suite. Je t'en ferai voir, moi, chenapan. Je t'apprendrai à faire la guerre !

Et elle se dirigea vers son fils, bien décidée à l'arrêter.

Mais Sériojka, son Sériojka à qui elle avait tant de fois tiré les oreilles, regarda sa mère avec dureté et, rougissant de honte sous l'offense, trancha :

— Ne crie pas ! Jamais je ne les quitterai.

Et, sans ralentir le pas, il poursuivit son chemin. Antonina vociféra, rouge de colère :

— C'est comme ça que tu parles à ta mère ! Après ça, n'essaie pas de revenir à la maison.

— D'accord, je ne reviendrai pas ! cria Sériojka sans se retourner.

Désemparée, elle demeura sur la route, tandis que passaient, l'un après l'autre, les rangs de soldats hâlés et poussiéreux.

— Pleure pas, mère ! On t'élira commissaire, ton fiston, lança une grosse voix railleuse.

Un rire joyeux roula dans toute la section. En avant de la compagnie, des voix rudes entonnèrent une chanson :

Marchons au pas, camarades,

Marchons au feu hardiment.

Par-delà ces fusillades

La liberté nous attend...

A suivre

# Italie : le PCI accentue sa pression (2)

Par Jean-Paul GAY

L'annulation, à l'initiative des dirigeants révisionnistes, du mot d'ordre de grève générale prévue pour la mi-janvier, correspondait notamment, nous l'avons vu, à leur crainte de ne pouvoir contrôler totalement une telle grève.

## OBJECTIFS DIVERGENTS

Une crainte fondée sur le fait par exemple qu'au rassemblement des métallos début décembre, les mots d'ordre de lutte contre le chômage avaient dominé, en opposition avec une plate-forme syndicale mettant l'accent sur des «plans de développement économique». Pour la première fois depuis longtemps, dans une manifestation appelée par les centrales syndicales, les groupes révolutionnaires avaient pu s'associer ouvertement à cette manifestation en accompagnant les métallos venus des quatre coins d'Italie, dans les trains des syndicats. Ceci était imposé aux directions syndicales par la volonté de lutte des travailleurs. De même, entrant en contradiction avec la position du PCI qui estime «inévitables» un «certain» chômage, dans le cadre d'un processus d'«assainissement» de l'économie, un mouvement d'occupations d'usines se poursuit, notamment dans un grand nombre de petites et moyennes entreprises, menacées de fermeture par les projets de restructuration. Notons que la «Ligue nationale des coopératives italiennes» qui possède des entreprises industrielles aussi importantes que la DUINA, la plus grosse usine sidérurgique du pays, et qui est contrôlée dans une grande mesure par le PCI, est elle-même à l'avant-garde de ces restructurations.

Par ailleurs, en ce qui concerne la grève générale qui avait été envisagée pour janvier, un certain nombre de syndicalistes de base n'avaient pas caché leur opposition à une journée de grève qui ne servirait que de tremplin au projet des dirigeants du PCI visant à imposer à la DC leur participation au gouvernement. Cette opposition aussi a joué dans l'annulation de la décision de grève générale.

## UN LOURD PASSIF

Les difficultés que rencontre aujourd'hui le PCI dans ses tentatives de manipuler le mouvement de masse pour lui faire jouer le rôle de simple instrument de son accession au gouvernement, sont liées à tout un passif qui s'est alourdi particulièrement au cours des dix-huit derniers mois.

Le fait que le PCI ait été partie prenante avec les autres partis bourgeois de la politique d'austérité et de promesses démagogiques qui l'accompagnent, a creusé un fossé entre lui et des secteurs de plus en plus importants des masses. Parmi les exemples de promesses non tenues, citons cette décision de créer des stages de «pré-embau- che», soi-disant pour apporter une réponse au chômage qui

frappe massivement la jeunesse. Cette mesure présentée par le PCI comme une grande victoire des «six», un succès du compromis avec la DC, devait selon les indications de la loi adoptée en avril 77, et applicable dès septembre, fournir 500 000 emplois en trois ans aux jeunes. L'organisation de jeunesse du PCI, l'équivalent de la JC, avait fait une campagne monstre avec des collages d'affiches, sur la «victoire» ainsi remportée, grâce à l'appui du PCI. Alors que 685 000 jeunes chômeurs s'étaient inscrits dès juillet pour bénéficier de l'embauche promise, seul un nombre infime de postes de travail ont finalement été fournis. Cet échec retentissant a pesé sur la crédibilité du PCI et de son organisation de jeunesse, la FGCI, dont les effectifs avaient déjà baissé en quelques mois, d'au moins 20 %.

La volonté de la direction du PCI de s'appuyer sur le mécontentement des masses pour imposer à la DC ses exigences de participation au gouvernement, se heurte aux obstacles

entérine la mobilité de la main d'œuvre, l'augmentation des tarifs publics et envisage la «réduction du coût du travail». Ce plan provient en droite ligne du fameux «pacte social» signé en janvier 77, entre les syndicats et la confédération patronale, la COFININDUSTRIA, avec l'appui ouvert du PCI, un pacte qui déclarait notamment, rappelons-le : «Travailler pour la compétitivité de l'économie italienne est l'intérêt commun des syndicats et des patrons». «Syndicats et patrons s'accordent conjointement à lever tous les obstacles à l'application de la mobilité du travail.» «Syndicats et patrons s'accordent pour lever conjointement les obstacles à la lutte contre l'absentéisme.» «Syndicats et patrons s'accordent pour lever conjointement les obstacles à la réalisation des heures de travail supplémentaires.»

Malgré les menaces proférées en décembre, de rompre le pacte, il ne semble pas que le PCI soit prêt aujourd'hui à remettre les bases essentielles de celui-ci, même si la Confédération patronale, la COFINDU-



Le rassemblement de Bologne en septembre 77 : dans son offensive, le PCI doit compter avec les contradictions avec les masses que son projet suscite.

engendrés par le processus même qu'elle a choisi pour arriver au pouvoir. En effet, ne disposant pas, vue la faiblesse de la social-démocratie, de la possibilité d'arriver au gouvernement par le biais d'une «union de la gauche» et excluant actuellement le recours à la force pour y parvenir, le PCI ne conçoit la prise du pouvoir qu'en se faisant d'abord admettre par la bourgeoisie actuellement au pouvoir et en particulier par le plus grand parti bourgeois de droite qui dispose encore des positions-clés de l'appareil d'État : la démocratie-chrétienne. D'où la renonciation au soutien à toute attaque frontale qui se développerait contre la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie au pouvoir.

## LE «PACTE SOCIAL» TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Le plan que les syndicats viennent de rendre publique et qui n'a pu être adopté qu'avec l'aval des révisionnistes, illustre cette politique du PCI. Ainsi, ce plan qui préconise «une restriction responsable des revendications», lors de la renégociation des contrats avec le patronat,

TRIA a indiqué qu'elle restait elle-même hostile à une participation du PCI au gouvernement.

## LA STRATÉGIE DE LA TENSION

La «stratégie de la tension» mise en œuvre ces derniers jours, avec la multiplication des attentats fascistes, place le PCI dans de nouvelles contradictions, ou plutôt fait ressurgir des contradictions dans lesquelles son projet le place inévitablement. La vague d'attentats fascistes, restée cependant limitée à quelques villes, s'est développée au lendemain de l'annulation du mot d'ordre de grève générale. Le PCI essaie d'en tirer parti, avec l'«argument» suivant : seule notre participation au gouvernement permettra de rétablir l'ordre. Rappelons que c'est au nom de cette «capacité à défendre l'ordre public» que le PCI a appuyé depuis dix-huit mois toutes les mesures répressives et les projets de loi dans le domaine policier, de la démocratie-chrétienne. Déjà, dès l'attentat de Milan en 69 où une bombe placée par des groupes fascistes sur la Piazza Fontana, avait fait

Le conseil national du parti démocrate-chrétien a confirmé son refus de former un «gouvernement d'urgence» avec le PCI. Les termes du rapport présenté, tout en réaffirmant la nécessité d'un «consensus national» pour poursuivre la politique d'austérité, indiquent le refus de tout engagement vis-à-vis des exigences du PCI : «La D.C. pense que la ligne de l'accord à six (1) comme méthode de confrontation entre les forces politiques, doit être poursuivie et approfondie sur la base de propositions originales de notre parti, de façon à offrir une solution politique qui assure des garanties de stabilité, qui soit cohérente avec nos engagements de congrès et qui soit capable de susciter les solidarités politiques et sociales nécessaires pour affronter la grave situation du pays». Dans la mesure où le PCI, dont le comité central devait se réunir ce week-end, maintiendra sa remise en cause de l'appui tacite qu'il accordait à la DC, depuis dix-huit mois, par le biais de l'abstention, la crise gouvernementale sera officiellement ouverte. Le gouvernement Andréotti pourrait démissionner dès le début de cette semaine. Si les positions restent figées, le recours aux élections anticipées deviendrait inévitable.

Mais le déroulement de l'offensive que mène le PCI pour parvenir au gouvernement est subordonné à la nature de son projet capitaliste d'État, qui le place dans une situation de plus en plus conflictuelle avec d'importants secteurs des masses.

(1) : «L'accord à six» : L'accord des six partis, de la DC au PCI, de juillet 77.

plusieurs dizaines de victimes, le PCI, avait proclamé sa volonté «de défendre les institutions». C'est ainsi que sous prétexte de réaliser l'«unité anti-fasciste» avec les autres partis bourgeois, il avait alors fait annuler une manifestation revendicative prévue de longue date. C'est au nom de la même logique que le PCI a participé en juillet 77, à l'accord des «six», au centre duquel se trouvaient d'importantes mesures dites d'«ordre public», permettant par exemple l'arrestation préventive de toute personne que «l'on suppose se livrer à des préparatifs de délits très graves», la garde à vue prolongée en dehors de tout contrôle judiciaire, ou la multiplication des dérogations à la réglementation sur les écoutes téléphoniques. Le PCI s'est constamment opposé à toute mobilisation de masse contre les provocations fascistes

texte de lutte contre le terrorisme, menace le mouvement des masses, le développement des luttes de la classe ouvrière, est un point important de contradiction avec la position d'un nombre croissant de travailleurs.

## LE RASSEMBLEMENT DE BOLOGNE

A Bologne, en septembre, de nombreux travailleurs, des militants de conseils d'usines, venus de toute l'Italie, mettant en cause la politique de «compromis historique» du PCI, avaient dénoncé la «criminalisation» par ce parti, de toute apparition révolutionnaire, ils avaient condamné cette tendance révisionniste à faire passer les opposants à l'ordre bourgeois pour des marginaux. Actuellement, c'est notamment contre les lois sur l'«ordre public» que plus de 500 000 signatures ont été réunies — chiffre requis — à l'initiative d'organisations comme Lotta continua, le MLS ou le parti radical, pour réclamer la convocation d'un référendum qui pourrait exiger l'abrogation de ces lois. Légalement, le référendum devrait avoir lieu en mars prochain. S'il s'y oppose, le PCI peut se couper de larges secteurs de l'opinion progressiste mais, s'il se déclarait favorable à la tenue du référendum, il entrerait en contradiction avec le visage qu'il a tenu à se donner.

## CONTRADICTIONS INTERNES AU GRAND JOUR

C'est sur la base de telles contradictions avec les masses que des divergences s'expriment au sein même du PCI, au point que le dernier numéro de son hebdomadaire *Rinascita*, a dû en rendre compte partiellement en laissant transparaître parmi les cibles des critiques adressées à la ligne suivie le fait que «le parti se limite à organiser le consensus social autour des institutions de l'État». Le secrétaire général de la démocratie chrétienne, Zaccagnini, dans son rapport prononcé devant les instances dirigeantes de son parti, vient de déclarer : «je ne méconnaissais pas les problèmes internes du PCI mais, je ne pense pas qu'une mutation du cadre politique puisse aider à les résoudre». Que la démocratie-chrétienne se félicite des contradictions internes au PCI, c'est de bonne guerre pour un parti usé par le pouvoir, qui n'a cessé de voir sa position s'affaiblir ces dernières années, mais l'essentiel est que ces contradictions, au sein des instances dirigeantes, ou avec la base liée aux secteurs ouvriers, sont déterminées par l'opposition grandissante dans les masses, au projet révisionniste.

mais, a toujours justifié les mesures, restreignant les libertés démocratiques, prises par la bourgeoisie, sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Dans ces conditions, à l'heure où il menace de rompre avec l'attitude de «non-déférence» vis-à-vis de la DC, le PCI se trouve en porte à faux. S'il peut se servir des derniers attentats pour justifier son accession au gouvernement, il ne peut qu'appuyer les mesures de répression, de quadrillage policier, prises ces derniers jours, à cette occasion, par le gouvernement démocrate-chrétien. Certains rappellent à ce propos l'appui direct dont disposent traditionnellement les fascistes, les membres du MSI («mouvement social italien») au sein des grands corps de l'État tels que l'armée ou les carabinieri, et notamment auprès de membres de l'aile droite de la démocratie chrétienne qui, assurément, ne peut elle aussi que tirer profit du terrorisme à l'heure où le PCI «partit de l'ordre», menace de se comporter en parti d'opposition.

L'appui du PCI à la politique d'«ordre public» qui, sous pré-